

**MESSAGE N° 191** 27 avril 2010  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi portant adhésion**  
**du canton de Fribourg à l'accord intercantonal**  
**de la coopération assistée par ordinateur des**  
**cantons lors de l'élucidation des délits de violence**  
**(concordat ViCLAS)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de loi portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal de la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (concordat ViCLAS).

**1. L'ACCORD INTERCANTONAL DU 2 AVRIL**  
**2009 DE LA COOPÉRATION ASSISTÉE**  
**PAR ORDINATEUR DES CANTONS LORS DE**  
**L'ÉLUCIDATION DES DÉLITS DE VIOLENCE**  
**(CONCORDAT ViCLAS)**

1.1 Mandatée par la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS), la police cantonale de Berne utilise depuis le mois de mai 2003, à titre d'exploitation pilote et de détenteur de licence de la Royal Canadian Mounted Police (la Police royale montée canadienne), le système appelé Violent Crime Linkage Analysis System (ViCLAS). Il s'agit d'un système d'analyse informatisé qui regroupe des données de police de manière supracantonale pour les traiter au sens d'une analyse opérationnelle de cas. L'analyse est effectuée sur la base d'exemples saisis de crimes et de comportements types d'auteurs d'infractions. Ainsi, ViCLAS a pour objectif de lutter de manière ciblée contre les crimes sériels violents et sexuels. Il est également utilisé en France, en Allemagne, en Autriche, en Tchèque, dans les Etats du Benelux ainsi qu'au Royaume-Uni.

A la demande de la CCPCS, le système ViCLAS doit être maintenant introduit définitivement. Une consultation a été menée début 2008 auprès des membres de la CCDJP. Le dossier a en outre été traité lors de plusieurs assemblées plénières de la conférence. Finalement, la convention ViCLAS a été adoptée le 2 avril 2009 à l'occasion de l'assemblée de printemps de la CCDJP. Le comité de la CCDJP a été chargé de soumettre cette convention aux cantons pour adhésion.

1.2 Par lettre du 22 mai 2009, la CCDJP a abordé les gouvernements cantonaux en priant les cantons de bien vouloir adhérer à cet accord.

Le 15 mars 2010, la CCDJP a informé les cantons que, jusqu'à mars 2010, 6 cantons avaient déjà adhéré: AI, NE, NW, SO, TG, UR. Le canton de Berne était sur le point d'adhérer.

1.3 La Direction de la sécurité et de la justice a procédé, en novembre 2009, à une consultation interne sur ce projet auprès du Service de législation, de la Police cantonale, du Service de l'application des sanctions pénales et des prisons, de l'Office des juges d'instruction et de l'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données.

Ce concordat a été salué par les autorités de police et les juges d'instruction. L'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données a exprimé une réserve concernant l'article 13 al. 2 du

projet. Le Service de législation a quant à lui souligné essentiellement que le texte français du concordat n'était pas absolument impeccable.

1.4 Ce projet de concordat n'a pas été soumis aux mécanismes de la convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention des conventions).

## **2. COMMENTAIRE DU PROJET D'ACCORD<sup>1</sup>**

### **2.1 Introduction**

En 2001, la CCPCS a approuvé l'introduction au niveau national de ViCLAS<sup>2</sup> en tant que nouvel outil dans le secteur des recherches, de l'évaluation et de l'analyse des délits de violence. ViCLAS est en fonction en tant qu'exploitation pilote depuis janvier 2003 (opérationnel depuis mai 2003). Actuellement, ViCLAS englobe environ 7200 ensembles de données (Etat: début juin 2008).

ViCLAS ne peut élucider de cas, mais fournit exclusivement des bases d'investigations que les enquêteurs compétents peuvent poursuivre selon leur propre estimation. Une base d'investigation peut par exemple consister dans le fait

- qu'une relation potentielle entre deux ou plusieurs délits non élucidés peut être établie dans ViCLAS, ou
- qu'une relation possible entre un ou plusieurs délits *non élucidés* et un ou plusieurs délits *élucidés* commis par un auteur identifié soit établie.

Il s'est avéré à différentes reprises que ViCLAS donne une assistance d'investigation extraordinaire dans un secteur de délits spécifique et sensible qui ne peut être assurée par les autres instruments et méthodes. ViCLAS les assiste et les complète et représente ainsi un autre élément constitutif du travail d'investigation.

ViCLAS a ainsi déjà fait ses preuves à plusieurs reprises en Suisse. Cela malgré le fait qu'au vu des expériences faites au niveau international, il fallait s'attendre à des succès à moyenne échéance: il s'agit en premier lieu de disposer d'un stock important de cas saisis avant de pouvoir procéder à des recherches fructueuses. Une année après la mise en exploitation opérationnelle, il a déjà été possible de générer une base d'investigation au moyen de ViCLAS laquelle a finalement permis de retrouver la victime disparue et d'élucider l'homicide. Le criminel a été condamné à l'emprisonnement pour meurtre.

En outre ViCLAS a fourni diverses bases d'investigation en rapport avec des harcèlements et des contraintes d'ordre sexuel, par le biais desquelles il a été possible d'identifier et de juger des auteurs de délits non élucidés remontant à plusieurs années.

Grâce à une analyse de ViCLAS et des recherches suivantes, le viol d'une jeune femme et les abus sexuels envers un garçon ont pu être attribués à un auteur et élucidés.

ViCLAS a finalement aussi contribué à ce que les infractions commises contre ses obligations par un détenu en congé ont été reconnues.

<sup>1</sup> Reprise intégrale du rapport explicatif de la CCDJP accompagnant le projet d'accord du 22 mai 2009

<sup>2</sup> Violent Crime Linkage Analysis System

A l'heure actuelle, il n'y a pas (encore) de messages de retour concernant différentes bases d'investigations émises par ViCLAS. Dans d'autres cas, les indices quant à une relation délit/auteur se sont intensifiés, mais n'ont pas pu être consolidés de manière à les présenter au tribunal.

Il s'agit dans le cas présent d'un **accord, respectivement d'un concordat intercantonal entre les cantons au sens de l'article 48 de la Constitution fédérale** (Cst.; RS 101), qui concerne une matière qui ressort de la compétence cantonale. L'échange et la conservation de données policières ressortent de la législation cantonale de protection des données. Le CPP CH qui entrera en vigueur en 2011 mentionne dans l'article 96 une disposition relative aux procédures pénales en cours mais qui n'est pas contraire à l'accord; la réglementation en dehors des procédures en cours ressortira toujours de la compétence cantonale (art. 99). La commission juridique du conseil national a refusé l'exigence d'ancrer ViCLAS dans la loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération (LSIP), cela en raison de la compétence manquante de la Confédération et de considérations systématiques. L'accord est une règle de droit dans la mesure où il sert à l'unification du droit; dans cette mesure il ne nécessite pas de transformation dans le droit intercantonal. Les prescriptions individuelles sont des règles de droit indirectes et nécessitent des prescriptions d'exécution intercantionales.

L'adhésion de la Principauté de Liechtenstein est rendue possible par l'article 19 de l'accord. La forme à choisir sera définie en temps opportun par les autorités compétentes: d'une part, un traité au sens de l'article 56 Cst. est envisageable; mais il convient par contre aussi d'examiner dans quelle mesure l'Accord concernant la coopération transfrontalière des autorités compétentes en matière de sécurité et de douane conclu entre la Confédération suisse, la République d'Autriche et la Principauté de Liechtenstein (RS 0.360.163.1) règle déjà l'échange d'informations également pour le domaine en question et si un traité supplémentaire serait dès lors accessoire.

L'accord intercantonal de la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (concordat ViCLAS; ci-après: accord) comprend cinq chapitres. Le premier chapitre englobe les dispositions générales, la terminologie, l'objet et le but ainsi que le domaine d'application de ViCLAS. L'organisation et les compétences sont réglées dans le deuxième chapitre. Le troisième chapitre traite de l'exploitation (échange d'informations, autorisations d'exploitation) ainsi que de la protection des données. Le quatrième chapitre englobe la réglementation relative à l'adhésion, la résiliation, l'entrée en vigueur, les modifications, la procédure en cas de litiges entre les parties concordataires ainsi que les dispositions transitoires.

L'accord a été soumis pour consultation aux cantons de la CCPCS. Les prises de position reçues ont été appréciées et 14 modifications ont été intégrées.

## 2.2 Commentaire des articles

### 1. Dispositions générales

#### Art. 1 Objet et but

L'objet et le but de l'accord consistent en la lutte efficace contre la criminalité en série à caractère violent et sexuel

par l'assistance et la promotion de la coopération intercantonale. En fait partie selon l'article 1 let. a de l'accord l'utilisation supracantonale de l'instrument d'analyse. Le but consiste à empêcher, respectivement à élucider les délits contre l'intégrité physique et sexuelle. Sous lettre a figurent les genres de délits qui peuvent être relevés dans ViCLAS (délits contre l'intégrité physique et sexuelle).

Dans l'article 1 al. 2 let. b, il est souligné que ViCLAS représente un instrument de rassemblement et d'évaluation supracantonale de résultats d'enquêtes et de procédures pénales *cantonaux*.

A la différence de l'alinéa 1, qui règle les buts de l'accord, l'alinéa 2 de l'article 1 stipule que l'accord doit régler les conditions de l'intervention des cantons concordataires ainsi que de la Principauté de Liechtenstein.

#### Art. 2 Définition

ViCLAS (Violent Crime Linkage Analysis System) a été développé par la Royal Canadian Mounted Police (RCMP) à la suite de l'arrestation et de la condamnation d'auteurs de séries de délits (O., B. et H.), alors qu'il s'était clairement avéré que ces délinquants auraient pu être identifiés et arrêtés plus tôt si des moyens électroniques pour le traitement et l'évaluation des résultats d'enquêtes avaient été à disposition. D'autres homicides et délits d'ordre sexuels auraient ainsi pu être empêchés. Au Canada ainsi que dans tous les Etats européens, d'autres exemples sont connus dans lesquels l'échange d'informations médiocre, voir nul en raison des conditions structurelles ou géographiques entre les autorités enquêtrices était coresponsable des victimes supplémentaires des auteurs en série.

Grâce à ViCLAS, en cas de délits selon l'article 3, la manière d'agir et le comportement de l'auteur, soit pratiquement sa signature, ainsi que toutes les informations importantes dans le cadre de l'exécution du délit sont saisis de manière électronique et peuvent être évalués indépendamment de la langue.

Outre ces composantes purement conceptuelles, l'article 2 de l'accord mentionne que ViCLAS est un système qui se base sur des *résultats d'enquêtes existants*. Il forme cependant la base permettant de reconnaître les liens entre les délits et les auteurs ainsi qu'entre plusieurs délits, permettant également d'en tirer des conclusions et présentant de nouvelles bases d'investigation.

#### Art. 3 Champ d'application

L'alinéa 1 de cet article décrit le domaine d'application de ViCLAS relatif aux personnes: procédures contre des auteurs connus ou inconnus lors d'enquêtes policières (locales jusqu'à internationales).

Le domaine d'application spécifique est défini de manière non exhaustive dans l'alinéa 2 de l'article 3 («en particulier»).

Outre les comportements et/ou les circonstances qui indiquent ou qui sont en relation avec des délits contre l'intégrité physique, respectivement sexuelle, il convient de saisir également ceux à caractère sexuel et appropriés pour l'analyse et la recherche dans ViCLAS. Pour certains délits relevant de ViCLAS, la motivation sexuelle n'est pas évidente, voire nécessairement reconnaissable. D'autre part, il existe également des délits ou des actes à motif sexuel qui ne sont pas appropriés pour l'analyse dans ViCLAS.

Dans tous les cas, il convient d'examiner l'importance pour ViCLAS et si le délit est approprié pour le traitement dans ViCLAS. Ainsi la saisie et le traitement de vols de lingerie par un auteur peuvent être utiles alors que le vol en lui-même ne représente pas de délit d'ordre sexuel. Suffisamment d'exemples sont connus de la pratique et de la recherche qui démontrent qu'un tel acte de fétichisme peut dégénérer, respectivement être effectué en parallèle avec d'autres actes délictueux hors de la norme. Il est également connu que lors de l'introduction des systèmes d'analyse ADN, des relations surprenantes entre des séries de vols par effraction et des viols ont résulté au début.

D'autre part, un acte d'ordre sexuel clairement défini peut être inapproprié pour l'analyse dans ViCLAS, étant donné que les facteurs importants ne peuvent pas être représentés de manière utile. Les consommateurs de pornographie infantile par exemple ne peuvent pas être saisis et analysés de manière adéquate en vue de base d'investigations dans ViCLAS. Aucun instrument disponible à l'heure actuelle n'est en mesure de traiter les éventuels fantasmes de ces auteurs de manière à ce qu'une base d'investigation suffisamment délimitée et pouvant être poursuivie d'un délit d'ordre sexuel puisse être élaborée. D'autres instruments d'analyse doivent être développés à cet effet.

S'agissant des délits contre l'autodétermination sexuelle, les tentatives et les délits poursuivis sur plainte ont été mentionnés explicitement. Il est ainsi souligné que des délits poursuivis sur plainte tels que l'exhibitionnisme au sens de l'article 194 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0) qui peuvent être des indicateurs négatifs importants pour les pronostics de police scientifique, peuvent être saisis dans ViCLAS. Ici aussi, il existe de nombreuses connaissances scientifiques qui montrent que les auteurs de délits d'ordre sexuel et de violence agissent également, outre la délinquance générale (délits contre le patrimoine, infractions à la législation sur la circulation routière, etc.) en parallèle dans les secteurs de délits «à bas seuil d'accès», cela finalement aussi dans le sens des actes de préparation (par ex. voyeurisme). Un relevé si possible global des délits importants et potentiellement liés peut déjà engendrer des bases d'investigation sur la base d'une analyse géographique. En particulier dans le domaine du comportement se trouvent toujours des particularités échappant à un contrôle ciblé de la conscience et chevauchant plusieurs délits sur la base desquelles il est possible de tirer des indications quant à une concordance avec la personnalité de l'auteur responsable.

L'accord exclut de la saisie dans ViCLAS des enlèvements d'enfants par les parents ainsi que l'enlèvement de mineurs: le fait que l'un des parents cache illégalement, respectivement emmène des enfants dans un endroit inconnu ne relève pas de ViCLAS étant donné que ces cas ne ressortent pas de la délinquance violente ou d'ordre sexuel mais de situations et de problèmes relationnels.

Bien que les normes de compétences soient couvertes par l'article 3 al. 2, la version actuelle de ViCLAS ne saisit pas encore la maltraitance d'animaux au sens de l'article 26 al. 1 let. a et b de la loi du 16 décembre 2005 (état au 1<sup>er</sup> septembre 2008; LPA, RS 455). La maltraitance d'animaux au sens des variantes d'états de faits précités peut être une indication quant à des fantasmes de violence, de pouvoir ou d'ordre sexuel et ainsi à un passage ultérieur à des grave délits de violence ou d'ordre sexuel

envers des personnes. Sur la base des connaissances scientifiques et de la pratique dans d'autres pays utilisateurs de ViCLAS, l'intégration de la maltraitance d'animaux dans ViCLAS est appropriée.

Afin de limiter le domaine d'application à des facteurs de dangers réels de grande délinquance de violence et d'ordre sexuel, les variantes d'états de faits moins importants cités sous les lettres c (organisation de combats entre animaux ou impliquant des animaux au cours desquels ceux-ci sont maltraités ou mis à mort) et d (expériences avec des animaux) ainsi que e (abandonner ou relâcher) LPA sont exclus d'une éventuelle saisie dans ViCLAS. Avec le renvoi à l'alinéa 1 LPA, il est dès lors clair que seuls les cas de maltraitance d'animaux intentionnelle sont saisis mais non ceux concernant la maltraitance d'animaux par négligence.

## 2. Organisation et compétences

### Art. 4 Principe

L'article 4 al. 1 de l'accord mentionne une particularité centrale de ViCLAS: il ne s'agit pas d'un instrument servant à effectuer de nouvelles investigations. L'exploitation de ViCLAS permet bien plus de traiter et d'analyser des données existantes ressortant d'enquêtes policières cantonales respectivement communales de manière supracantonale.

L'article 4 al. 2 contient les informations importantes qui sont saisies de manière standard dans ViCLAS. La liste est exhaustive. En ce qui concerne les informations relatives aux auteurs, respectivement aux victimes, il convient de remarquer que les informations liées à la situation familiale, à l'état civil et à l'activité professionnelle sont les plus importantes pour l'évaluation de la structure de l'occasion de commettre le délit, du choix de la victime et autres. Le procédé verbal, physique et sexuel de l'auteur est saisi au moyen des indications relatives au délit et à la manière de procéder. Les données personnelles particulièrement dignes de protection doivent nécessairement être saisies de manière non codée et correspondante à la logique de tous les systèmes d'enquête, afin qu'en cas d'auteurs récidivistes ou de victimes de délits répétés, une identification rapide et exempte d'erreur et la détection du lien éventuel d'une série soient possibles.

L'alinéa 3 indique clairement que les données peuvent être saisies dans le système d'analyse en cas de suspicion suffisante de commission du délit même en cas d'évaluation juridique manquante ou en cours.

### Art. 5 Organisation

Du point de vue de l'organisation, il convient de mentionner que la police cantonale bernoise agit en tant que concessionnaire responsable de la Royal Canadian Mounted Police. La police cantonale bernoise assure l'exploitation de ViCLAS et fonctionne en tant que centrale. La centrale est assistée par cinq services extérieurs régionaux occupés par un représentant d'un canton de chaque concordat de police (actuellement les cantons de Fribourg, Soleure, Lucerne et St-Gall) ainsi que de la police cantonale ou municipale de Zurich. Les services extérieurs sont responsables du traitement et de l'analyse des cas des cantons qui leur sont attribués.

Au vu de l'échange d'informations nécessaire avec les services extérieurs, respectivement avec la centrale, chaque canton doit désigner deux coordinateurs. Leur

tâche consiste à porter à la connaissance de leur service extérieur les cas relevant de ViCLAS et d'établir, le cas échéant, le contact avec le collaborateur en charge du dossier, respectivement de transmettre une copie des données (sans traitement). La fonction des coordinateurs est indispensable étant donné que les services extérieurs n'ont pas accès aux systèmes d'informations des cantons rattachés. Les coordinateurs effectuent une tâche annexe et ne doivent pas être recrutés en tant que postes supplémentaires.

En raison de cette organisation seul un cercle restreint de personnes a accès à ViCLAS. La centrale, c'est-à-dire le canton de Berne, occupe 5 collaborateurs. En plus, 10 collaborateurs travaillent pour ViCLAS dans les 5 services extérieurs. Ainsi, au plan national, 15 personnes au total ont accès à ViCLAS, cela en accord avec le concept approuvé par la CCPCS en vue de l'introduction de ViCLAS.

La conduite stratégique de ViCLAS est effectuée par le comité directeur de ViCLAS. Il doit rendre des comptes à la CCPCS et est subordonné à sa surveillance.

### 3. *Exploitation et protection des données*

#### *Art. 6 Echange d'informations*

L'article 6 al. 1 de l'accord traite les normes d'autorisation pour l'échange d'informations entre les partenaires concordataires. Concrètement, l'accord autorise les cantons à échanger entre eux les informations, respectivement les données mentionnées dans les articles 3 et 4 de l'accord:

- enregistrer les données/informations dans un système central;
- évaluer et analyser électroniquement les données/informations;
- transmettre aux autorités enquêtrices compétentes les nouvelles connaissances utiles pour les investigations.

Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, la saisie, la conservation et le traitement de données d'identité judiciaire entravent le droit à la sphère privée (ATF 120 Ia 147 cons. 2.a, 128 II 259 cons. 3.2). Les données analysées dans ViCLAS sont particulièrement dignes de protection (art. 3 de la loi sur la protection des données du canton de Berne, LCPD, RSB 152.04). Le traitement de données particulièrement dignes de protection porte également entrave au droit au respect de la vie privée selon l'article 8 CEDH (ATF 122 I 36). Dans le canton de Berne, l'exploitation de ViCLAS est touchée par l'article 18 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1)<sup>1</sup>.

Le groupe de travail sécurité intérieure de l'association des préposés fédéraux à la protection des données s'est occupé de ViCLAS au cours des années 2004 et 2005. Dans son courrier du 26 mai 2005 adressé au chef de la brigade spéciale 3 de la police cantonale bernoise, l'association des préposés fédéraux à la protection des données souligne que des données particulièrement dignes de protection sont traitées dans ViCLAS. Ce fait exige une base légale formelle. L'association recommandait d'examiner

l'ancrage dans un concordat de police suisse. En plus, elle recommandait, en accord avec la proposition de base légale proposée par la police cantonale, d'édicter un règlement d'exploitation pour le système ViCLAS.

L'article 52 de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1) autorise la police cantonale à se servir de systèmes de traitement de données pour le traitement de données particulièrement dignes de protection. L'alinéa 4 de cet article mentionne les autorités qui peuvent être habilitées à accéder selon une procédure d'appel aux données de ce système d'information. Les autorités policières des autres cantons n'y figurent pas. Selon l'avis du préposé bernois à la protection des données un transfert de données aux autorités policières des autres cantons selon l'article 50 LPol est admissible, mais non la procédure d'appel existante de ViCLAS avec les services extérieurs. Si l'article 52 LPol permettait l'exploitation de ViCLAS, l'accès en ligne des services extérieurs ne serait pas autorisé selon l'avis du préposé du canton de Berne à la protection des données. En outre, des données relatives à des comportements punissables en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein sont saisies dans ViCLAS. Ces données doivent à leur tour être utilisées pour l'éclaircissement d'actes punissables commis en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein. Le traitement des données a dès lors caractère national, voire international. Un rattachement des activités de la police cantonale bernoise étayées par la loi sur la police cantonale bernoise en tant que partenaire d'externalisation de la CCPCS n'existe pas. Les empiètements dans le droit fondamental à la protection des données ressortant des cantons autres que le canton de Berne ne seraient pas étayés par la loi sur la police cantonale bernoise.

L'article 6 al. 1 de l'accord crée la base légale nécessaire à la légitimation du système d'analyse intercantonal ViCLAS. Cela en harmonie avec l'avis des préposés fédéraux à la protection des données ainsi que du préposé du canton de Berne à la protection des données.

L'article 6 al. 2 statue l'obligation des partenaires contractuels, à transmettre toutes les données relevant de ViCLAS au service extérieur compétent selon le chiffre 5. Par cette obligation d'annoncer, il est dit clairement que le pouvoir de décision si un cas doit être relevé dans ViCLAS ou non revient finalement au service extérieur compétent.

#### *Art. 7 Autorisation d'exploitation*

L'exploitation en soi de ViCLAS est effectuée par la police cantonale bernoise en tant que centrale. A cet effet, il convient également de tenir compte de l'article 8 de l'accord. Dès lors, la saisie des données dans ViCLAS peut très bien être effectuée par les cinq services extérieurs. La possibilité d'effectuer des mutations est par contre restreinte et seule la police cantonale bernoise est autorisée à procéder à la suppression<sup>2</sup> des données.

Etant donné que Berne est le canton d'exploitation de ViCLAS, les dispositions légales de ce canton doivent être prises en considération pour l'exploitation du système de traitement de données ViCLAS.

Le système de traitement des données est exploité par la police cantonale bernoise pour l'ensemble de la Suisse. L'exploitation du système d'analyse ViCLAS est réglé

<sup>1</sup> Ainsi les autorités peuvent traiter des données de personnes que s'il existe une base légale et pour autant que ces données sont nécessaires et adéquates à l'accomplissement de leurs tâches (art. 18, al. 2 ConstC BE).

<sup>2</sup> Suppression signifie ici l'annulation définitive et irréversible des données

par l'autorisation d'exploitation du Conseil-exécutif du canton de Berne selon l'article 52 al. 5 LPol<sup>1</sup>.

#### **Art. 8** *Enregistrement et gestion des données*

L'enregistrement physique des données ViCLAS est effectué exclusivement par la centrale (art. 8 al. 1). ViCLAS est un système de banque de données Client-Server. Par le biais du ViCLAS-Client les données sont actuellement introduites, mutées et consultées dans une banque de données MS SQL 7.0. Les accès des utilisateurs sur ce Client sont effectués par un terminal serveur de Citrix. Le ViCLAS-Client existe uniquement sur ce serveur.

S'agissant de la gestion des données dans ViCLAS, le système échelonné selon l'article 8 al. 2 de l'accord est applicable.

Seule la police cantonale bernoise en tant que centrale de ViCLAS Suisse peut muter l'ensemble de données complet, c'est-à-dire également des données pour les cinq services extérieurs ViCLAS. Les services extérieurs peuvent évidemment procéder aux mutations de leurs propres données, mais uniquement celles-ci<sup>2</sup>. Dans ce contexte, mutation signifie adapter, compléter et/ou modifier un ensemble de données déjà saisi dans ViCLAS. Ne sont pas considérées comme mutation, l'introduction de données originales ainsi que la suppression de données.

La suppression est mentionnée explicitement dans l'article 8 al. 2 let. d de l'accord et peut être effectuée uniquement par la centrale, donc la police cantonale bernoise.

#### **Art. 9** *Responsabilité*

La responsabilité du respect de la protection des données et la garantie de la sécurité des données incombe au commandant de la police cantonale bernoise. Il est également mentionné que les collaborateurs ViCLAS du canton d'exploitation Berne (centrale) ainsi que des services extérieurs sont responsables personnellement du respect des demandes et des prescriptions de la protection des données et de la transposition des directives concernées.

#### **Art. 10** *Droit de consultation du dossier*

Comme indiqué à l'article 4 al. 1 et commenté à l'endroit correspondant dans les présentes explications, des données policières *existantes* sont saisies et traitées dans ViCLAS. Les données policières entrant en ligne de compte ici sont donc saisies dans le système d'analyse ViCLAS *en plus* des systèmes de saisie des données cantonaux usuels.

L'article 10 al. 1 de l'accord mentionne de manière pertinente que selon la législation cantonale applicable (cf. art. 12 al. 1) chaque personne peut demander à consulter un dossier auprès de l'autorité policière cantonale compétente en vue d'obtenir des renseignements, si, respectivement quelles données policières à son sujet figurent et sont ou ont été traitées dans les registres de la police.

Si une personne souhaite consulter le dossier, il ne faut pas comprendre uniquement une consultation des registres cantonaux mais obligatoirement aussi une consulta-

tion des données de ViCLAS, cela même si la personne ne demande expressément la consultation de ViCLAS. Ce n'est qu'avec ce droit de consulter que la protection du droit visée est atteinte. L'article 10 al. 2 prévoit l'obligation de l'autorité de police concernée de transmettre également la demande de consultation des dossiers aux services extérieurs en tant que demande partielle si une indication quant à une saisie dans ViCLAS ressort des données traitées (al. 2 let. a) ou si le demandeur l'exige (art. 2 let. b). La demande ViCLAS ne décharge pas l'autorité de police cantonale du fait de traiter la demande principale et de prendre une décision à ce sujet. A cet effet, la voie juridique intercantonale est applicable.

La personne qui demande à consulter les données qui la touchent peut adresser sa demande directement à la centrale ou au service extérieur compétent (cf. art. 18 al. 1 ConstC BE).

Lorsqu'un service extérieur reçoit une demande de consultation des données, il transmettra toujours cette demande à la centrale (al. 3). Cela permet de garantir que l'information qu'une personne ne figure pas dans ViCLAS soit toujours transmise par la centrale. Le traitement par la centrale doit permettre de garantir une ligne de communication et une application du droit unitaires, étant donné que l'autorité sur les données revient à la centrale (cf. ci-devant sous art. 8 de l'accord).

La centrale traite la demande et examine si des données relatives au demandeur se trouvent dans ViCLAS. Elle doit veiller à ce que le demandeur reçoive une information, respectivement puisse consulter ses données. Lorsqu'aucune donnée concernant le demandeur ne figure dans ViCLAS (enregistrement négatif), la centrale doit également l'en informer.

La centrale doit tenir compte des éventuelles restrictions au droit de consultation qui existent de la part des autorités de police cantonales compétentes<sup>3</sup>. Si de telles restrictions engendrent, le cas échéant contrairement à l'état des faits effectif et avec l'obligation de l'information ultérieure, le renseignement selon lequel la personne ne figure pas dans ViCLAS, il doit exister la possibilité de vérification par une instance juridique. Les voies de droit selon le droit bernois sont donc applicables en ce qui concerne toutes les décisions relatives aux demandes de renseignement concernant ViCLAS. L'information au demandeur doit de ce fait indiquer les voies de droit.

#### **Art. 11** *Rectification de données*

Les données de personnes qui ont été saisies incorrectement ou qui sont superflues doivent être rectifiées ou annulées (art. 11 al. 1 de l'accord). Conformément à l'article 11 al. 2, la centrale procède à ces rectifications.

#### **Art. 12** *Procédure et protection juridique*

Les demandes de renseignements et de rectification relatives à ViCLAS ainsi que toutes les autres prétentions relatives à la protection des données en relation avec le présent accord se basent en principe sur les dispositions de la loi cantonale bernoise sur la protection des données (LCPD; RSB 152.04). Une exception est prévue par l'article 12 al.1 pour le cas où l'accord lui-même contient une règle dérogeante (par ex. art. 10 al. 4).

<sup>1</sup> Ainsi l'accord satisfait également au postulat des préposés fédéraux à la protection des données relatif à la nécessité d'un règlement d'exploitation, ainsi que la police cantonale bernoise le demandait dès le début dans son projet de concept.

<sup>2</sup> Cela est nécessaire pour les services extérieurs afin de pouvoir procéder aux corrections correspondantes à la suite du contrôle de la qualité.

<sup>3</sup> Cf. l'art. 217, al. 2 valable pour le canton de Berne du code de procédure pénale du 15 mars 1995 (CPP) en particulier en relation avec l'al. 3 de l'art. 4 de la présente convention

L'accord prévoit l'autorité de surveillance des données du canton de Berne en tant qu'autorité de surveillance des données.

### *Art. 13 Suppression de données*

Des dates de révocations sont enregistrées de manière standard dans ViCLAS. Sont automatiquement proposés à la suppression les ensembles de données dont la date de révocation est atteinte. La suppression ainsi obligatoire est effectuée dans tous les cas par la centrale ViCLAS (cf. art. 8 al. 2. let. d de l'accord).

Dans l'article 13 de l'accord figure le principe que les ensembles de données dans ViCLAS relatifs à tous les impliqués (auteur, complice, instigateur, aide) sont enregistrés durant 40 ans après la saisie puis supprimés automatiquement. Les données relatives aux victimes sont supprimées, respectivement rendues anonymes en même temps que le cas ou selon l'alinéa 2.

Le délai de 40 ans ressort en particulier des circonstances que les structures de préférences sexuelles, et donc les comportements déviant (perturbations de comportement) ne sont pas modifiables au sens où une thérapie semble, à longue échéance, vouée à l'échec. Le cas échéant, le comportement avec ces structures fixées peut être accompagné d'une thérapie; une «nouvelle programmation» de ces structures n'est cependant pas possible. De ce fait, cette durée couvre un champ d'action minimal de l'activité sexuelle des éventuelles personnes testées (par ex. la période entre 20 et 60 ans alors que des activités délictueuses sont souvent constatées en dessous et en dessus de ces limites d'âge). En particulier en ce qui concerne ces délits ressortant de tendances, il faut s'attendre à un potentiel de récurrence élevé. Ce délai de suppression rend donc possible en présence de ce groupe à risques élevés ainsi que d'un environnement d'enquêtes très difficile et problématique une sorte d'assistance aux enquêtes proportionnelle et utile. Nota bene ce système d'analyse traite des données d'une petite minorité de personnes qui menacent ou ont menacé, ou qui entravent ou ont entravé l'intégrité corporelle d'autres personnes.

Il est incontesté que la durée de conservation est très longue. Une référence à d'autres délais de suppression a été examinée de manière détaillée mais elle a dû être rejetée en raison de la divergence des conditions:

- la fonction du casier judiciaire est tout à fait différente à celle d'engendrer des bases d'investigation.
- les délais d'expiration selon le CPS ne sont pas pertinents étant donné que l'auteur d'un délit arrivé à prescription peut aussi être très important pour l'élucidation d'un nouveau délit.
- la réglementation selon la loi sur le profil ADN n'est pas appropriée pour ViCLAS: à première vue, la solution avec un délai de 20 ans qui s'aligne sur l'exécution semble intéressante. Des troubles de la personnalité engendrent cependant une atténuation de la peine en raison de la responsabilité restreinte, ce qui signifie que plus l'auteur est dangereux plus la peine est diminuée et celui-ci est libéré d'autant plus vite (pour autant qu'aucun internement n'ait été/ne puisse être prononcé). Et pourtant ce sont les données de ces auteurs qui sont particulièrement intéressantes en cas de récidives et elles ne devraient pas être supprimées prématurément. Il faut également prendre en considération que davantage d'auteurs adolescents sont responsables de délits importants: une interrogation d'après les critères

«auteur âgé de moins de 18 ans AND homicide et/ou délit d'ordre sexuel (viol/contrainte sexuelle OR délit d'ordre sexuel sous la menace d'une arme» donne un résultat de 333 délits en Suisse. Une autre délimitation à «relation de l'auteur et de la victime = totalement inconnu OR «client» inconnu» AND «statut de l'auteur connu OR connu – décédé» donne encore un résultat de 109 délits. Sans consultation détaillée, il peut être admis que, pour une bonne centaine de cas, le droit pénal applicable aux mineurs et donc les mesures pénales correspondantes pourraient être appliqués. Si l'on délimite l'âge des auteurs à <14, ViCLAS contient actuellement 8 auteurs connus de la police en raison de délits d'ordre sexuel. Est particulièrement remarquable l'homicide précédé d'un viol commis sur une prostituée début 2008 à Aarau: l'auteur est âgé de 17 ans. A Augsburg/D une procédure pénale est en cours contre un homme âgé de 17 ans au moment des faits et qui était enregistré à deux fois pour vol de lingerie: il avait avoué avoir d'abord grièvement blessé une femme âgée de 18 ans à coup de bottes au visage, puis l'avoir violée et finalement étranglée début décembre 2007. Une réglementation pareille à celle de la loi sur le profil ADN aurait pour conséquence qu'en raison de la courte durée des peines selon le droit applicables aux mineurs délinquants, les données devraient également être supprimées après un laps de temps plus court.

Cela revient à dire que ViCLAS nécessite une réglementation spécifique et utile en ce qui concerne les délais de suppression.

Avec ce délai de suppression et en comparaison avec d'autres pays ViCLAS en Europe, la Suisse se situe au centre. Le délai de 40 ans correspond à celui de la France. L'Angleterre dispose d'un délai nettement plus long, soit en principe de 100 ans, les données devant toutefois être contrôlées tous les sept ans quant à leur actualité.

Les ensembles de données sont effacés prématurément dans tous les cas où toutes les personnes impliquées dans le délit sont décédées.

Selon la présente convention, le délai selon la lettre a doit pouvoir être prolongé par la centrale en cas de danger élevé de récurrence, et ce par l'autorité judiciaire compétente du canton concerné. Le délai est alors prolongé de cinq ans (let. b).

En cas d'auteurs récidivistes le délai repart à zéro au moment de la saisie d'un nouveau délit.

Lorsqu'une personne dont les données figurent dans ViCLAS est détenue ou internée, le délai est suspendu pendant ce temps selon la lettre a. A l'arrière-plan de cette proposition se trouve le fait qu'un criminel n'a pratiquement pas d'occasion de commettre de délits durant ce temps. Le temps passé en détention ne compte dès lors pas pour l'expiration du délit. Des exceptions sont envisageables mais rares (par ex. en cas de congé).

Lorsqu'un participant à l'infraction est acquitté ou que tous les soupçons à son encontre sont dissipés, les données doivent être supprimées d'office par la centrale (let. e). Cela ne s'applique pas en cas d'acquiescement, respectivement de la suspension de la procédure prononcée en raison de manque de discernement (let. f). Ainsi des psychoses peuvent rester sous-jacentes jusqu'à un âge élevé et avoir une grande influence sur le danger de récurrence. Les données ne sont dès lors pas supprimées selon le principe de l'article 13 al. 1 let. e. En ce qui concerne

la suppression des données, il est bien plus procédé selon les principes de l'article 13 al. 1 let. a à d.

Les cas de prises de contact suspectes avec des enfants et des adolescents selon l'article 3 al. 2 let. d ne font en général pas l'objet d'un jugement. L'article 13 al. 2 prévoit pour cela ainsi que pour les données correspondantes des victimes une procédure de suppression différenciée<sup>1</sup>: S'agissant de ces catégories de données, la centrale doit procéder, sur demande, et indépendamment des délais fixés, à un contrôle de l'utilité de ces données. Toutes les données qui ne sont plus nécessaires, sont supprimées dans le système d'analyse. Il est également prévu, de rendre anonymes sur demande les données des victimes.

Une suppression d'office selon lettre e, respectivement une suspension du délai selon lettre d requiert un système de communication à la centrale en cas d'acquiescement ou lors de la suspension définitive d'une procédure, respectivement lors de l'entrée en détention et de la libération. L'article 13 al. 3 de l'accord prévoit à cet effet, que les cantons doivent définir les autorités chargées de la communication selon le droit cantonal dans des règlements d'introduction à l'accord.

#### **4. Financement**

##### **Art. 14 Règlement des coûts**

Par le projet «ViCLAS 2006» l'infrastructure du matériel (serveur) a été renouvelée pour un montant d'environ 190 000 francs. Les frais concernés ont été entièrement supportés par la police cantonale bernoise.

Le système d'exploitation est actuellement exploité avec la version ViCLAS 3.0, qui ne nécessite pas (encore) de frais de licence. Mais la migration sur la version 4.0 sera indispensable tôt ou tard. La gendarmerie royale du Canada RCMP a décidé de ne vendre et d'assister uniquement encore le système d'exploitation 4.0. Cela engendrera des frais de licences pour les utilisateurs.

Lors de la séance du comité directeur de ViCLAS du 5 septembre 2007, les membres ont décidé de soumettre à la CCPCS la migration sur la nouvelle version ViCLAS 4.0. Selon les projets de licences présents, la Suisse doit s'attendre à des frais de licences d'environ 37 500 francs. Il n'est pas encore certain qu'un contrat avec ce montant puisse être conclu. Selon les démarches, il est possible de réaliser des frais moins onéreux; sur la base du développement possible, il ne peut pas être exclu que les modèles de licences soient reportés sur moins de participants et soient dès lors plus coûteux.

En ce qui concerne le financement futur des frais d'exploitation, de licences ainsi que d'investissement à la suite de l'introduction de la version ViCLAS soumise à des frais, l'accord prévoit une clé de répartition dans l'article 14. Le plan de financement (cf. texte en annexe) donne un aperçu des frais par canton auxquels il faut s'attendre à moyen terme. Ils se basent sur les frais d'exploitation et d'investissement de la police cantonale bernoise mais peuvent varier suivant le canton. Alors que les frais de personnel ont été calculés en proportion avec la population de chaque concordat, les frais de licence ont été portés au budget en proportion avec la population de la Suisse et de la Principauté de Liechtenstein.

<sup>1</sup> Cf. aussi art. 18, al. 5 de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI; RS 120)

#### **5. Dispositions finales**

##### **Art. 15 Adhésion et démission**

L'article 15 règle les modalités d'adhésion et de démissions ainsi que les responsabilités correspondantes.

L'adhésion est ouverte à chaque canton. Le canton intéressé peut soumettre une demande d'adhésion en tout temps. L'adhésion devient actuelle à la suite de la réception et du traitement de l'affaire dans la CCPCS (al. 2).

La demande d'adhésion ainsi que la démission sera adressée à la Conférence des chefs de département cantonaux de justice et police (CCDPJ) (art. 15 al. 3).

Une démission de l'accord est possible. Contrairement à l'adhésion, la démission est liée à des délais. Ainsi, la démission pour la fin d'une année est possible avec un préavis écrit adressé au plus tard six mois avant la fin de l'année civile à la CCDPJ. Afin que la démission à la fin de l'année civile soit possible, la lettre de démission doit être en possession de la CCDPJ au plus tard le 30 juin de l'année concernée. L'effectif de données saisies jusqu'à la démission n'est pas touché par cela.

##### **Art. 16 Exécution**

Selon l'article 16 de l'accord, les cantons édictent les dispositions nécessaires à l'exécution de l'accord. Par cette prescription, il doit être garanti que les cantons s'occupent des réglementations d'introduction correspondantes qui sont en rapport avec l'accord. Cela concerne notamment les prescriptions de l'article 13 al. 1 let. b ainsi que de l'article 13 al. 3 de l'accord.

##### **Art. 17 Entrée en vigueur**

Afin que l'accord puisse entrer en vigueur, l'adhésion de trois cantons au minimum est nécessaire selon le principe général (al. 1). L'exploitation d'une banque de données pour tous les cantons suisses ainsi que la Principauté de Liechtenstein représente une nouvelle tâche durable pour la police cantonale bernoise. Elle est ainsi partenaire externe de ces autorités ainsi que de la CCPCS. Selon l'article 69 al. 4 let e ConstC, la prise en charge d'une nouvelle tâche durable nécessite une base légale. Une telle base peut être créée pour le canton de Berne par l'approbation de l'accord.

Les adaptations matérielles, respectivement les modifications de l'accord nécessitent l'approbation de tous les partenaires contractuels (al. 2).

##### **Art. 18 Notification à la Confédération**

Selon l'article 56 al. 2 Cst. les traités des cantons avec l'étranger ne doivent être contraires ni au droit ni aux intérêts de la Confédération, ni au droit d'autres cantons. Avant de conclure un traité, les cantons doivent informer la Confédération. Selon l'article 56 al. 3 Cst. les cantons peuvent traiter directement avec les autorités étrangères de rang inférieur, dans les autres cas, les relations des cantons avec l'étranger ont lieu par l'intermédiaire de la Confédération. L'article 172 al. 3 Cst. mentionne que l'Assemblée fédérale approuve les conventions que les cantons entendent conclure entre eux et avec l'étranger (uniquement) lorsque le Conseil fédéral ou un canton soulève une réclamation. L'article 18 de l'accord souligne explicitement la prescription de droit constitutionnel qui concerne tant l'entrée en vigueur de l'accord que tou-

tes les modifications qui y seront apportées après l'entrée en vigueur.

#### **Art. 19** *Principauté de Liechtenstein*

Depuis l'entrée en fonction opérationnelle de ViCLAS en Suisse, non seulement des données des cantons suisses sont saisies mais également de la Principauté de Liechtenstein. En ce qui concerne ViCLAS, la Principauté de Liechtenstein était affiliée au Concordat de police de la Suisse orientale et disposait de deux propres coordinateurs. Par l'article 19 de l'accord, la Principauté de Liechtenstein a la possibilité, selon les prescriptions de la propre législation nationale, d'adhérer en tant que membre à part entière (c'est-à-dire avec les droits et obligations identiques à ceux d'un canton) à la présente convention.

#### **Art. 20** *Jurisdiction*

Sous le titre «Jurisdiction» l'article 20 al. 1 prévoit la mise en place d'une instance arbitraire pour régler tous les problèmes litigieux qui pourraient surgir entre les partenaires dans le cadre de l'application et de l'interprétation du présent accord. Il peut cependant être admis que l'accord ne donnera pas objet à des disputes et si de telles devaient se produire, une solution commune devrait être trouvée. D'autres conventions intercantionales comme l'accord intercantonal du 20 février 2003<sup>1</sup> sur les écoles offrant des formations spécifiques aux élèves surdoués prévoient la mise en place formelle d'une instance arbitraire en cas de litiges entre les cantons partenaires. La réglementation prévue dans le présent accord s'aligne sur celle de l'accord intercantonal mentionné.

L'accord désigne le comité de la CCDJP (al. 2) en tant qu'instance arbitraire, qui tranche sans appel (al. 4). Les dispositions du concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage (RSB 279.2) sont applicables (al. 3).

Pour les cas particuliers, le comité de la CCDJP peut mettre en place une instance arbitraire indépendante.

#### **Art. 21** *Dispositions transitoires*

Par la mise en fonction de ViCLAS en 2003, le comité directeur avait décidé de traiter des cas rétroactifs (délits d'ordre sexuel 10 ans (jusqu'en 1993) et des homicides 25 ans (jusqu'en 1978)) et de saisir les cas importants dans ViCLAS. Comme mentionné dans les explications relatives à l'art. 13, la connaissance tirée des recherches scientifiques relatives à la sexualité en ce que les structures préférentielles d'une personne se développent durant l'adolescence et restent durant la vie entière, forme le point crucial de la nécessité d'une saisie rétroactive. Une préférence ou une orientation sexuelle ne peut pas être modifiée au sens d'une thérapie ou d'une guérison, elle est l'expression d'une structure fixée. Les causes des préférences déviantes ne sont pas connues.

La période sexuelle active d'une personne ne s'oriente pas d'après des délais fixés par la législation. Les délinquants sexuels peuvent être actifs déjà durant l'enfance, par ex. à huit ans. De ce fait, il ne peut et ne doit pas être admis qu'en raison d'une longue période sans incidents connus, le danger de récidive ne soit plus donné. Partant d'une durée de vie moyenne de 77 ans, la solution relative aux délais de ViCLAS dans la variante présentée ne couvre qu'une partie limitée du temps de l'activité potentielle.

S'agissant des délits commis en raison de tendances, le danger de récidive est plus élevé que lors de délits de remplacement ou d'occasion. Différents cas ont démontré que des récidives, respectivement des délits d'auteurs sont possibles même après des décennies. Il s'agit parfois de circonstances paradoxes comme dans le cas de A. (homicide), dont les antécédents délictueux, chantages et menaces d'enlèvement d'enfants, étaient disponibles dans les archives de la presse alors que la police n'a pu les reconstituer qu'à grande peine. Des cas se produisent toujours pour lesquels il ressort des investigations qu'en présence d'une situation d'information normale, le délit ou les éventuels délits suivants auraient pu être empêchés ou du moins élucidés plus rapidement. Notamment les cas B. (homicide) et G. (infractions lors d'un congé) ont montré l'importance d'une saisie rétroactive des antécédents de ces auteurs dans ViCLAS. Des cas actuels comme par ex. K. (homicide) montrent régulièrement que les problèmes de comportement de ces personnes peuvent se maintenir pendant une très longue période.

Cela répond dès lors, en particulier aussi du point de vue de la protection des victimes, à une nécessité centrale d'une saisie rétroactive des cas dans ViCLAS, étant donné que seul cela permet de garantir qu'en cas de récidive d'un auteur de série, une base d'investigation puisse être reconnue à temps. Au vu des domaines de délits et de la problématique expliquée des tendances qui ne sont pas guérissables au moyen d'une thérapie, un traitement rétroactif des délits importants est utile et proportionnel. Il est incontesté qu'en plus du droit des auteurs à la protection de leurs données les droits fondamentaux plus élevés des victimes potentielles à la protection de la vie et de l'intégrité corporelle doivent être respectés.

En ce qui concerne les groupes sélectifs à risques élevés et au vu des environnements d'investigations très difficiles et problématiques, les délais fixés ainsi que la saisie rétroactive représentent une forme proportionnelle et minimalement invasive de l'assistance aux investigations en particulier en regard du nombre proportionnel effectif des auteurs et des victimes potentielles.

La possibilité de saisir nouvellement des données d'événements selon l'article 3 qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent accord, sera dès lors maintenue dans les délais fixés à l'époque. Il s'agit donc de 1993 en ce qui concerne les délits d'ordre sexuel et de 1978 concernant les homicides (art. 21, al. 2). Seules sont saisies les données qui existent encore sous forme électronique ou de papier au moment de la saisie.

L'entrée en vigueur rétroactive de l'accord semble donc sans inconvénient du point de vue constitutionnel étant donné qu'il s'agit de données *déjà existantes*, qui sont traitées sous une autre forme. Il ne s'agit donc pas de *nouvelles* données qui sont saisies rétroactivement mais uniquement de données déjà existantes qui sont évaluées rétroactivement.

La nécessité de la saisie rétroactive ressort finalement aussi du fait qu'en cas d'une mise à zéro, le système d'analyse ne serait plus opérationnel et l'effectif en données devrait être établi à nouveau<sup>2</sup>.

Les données qui devraient déjà être supprimées sur la base du droit cantonal déterminant ne doivent pas être saisies dans ViCLAS (art. 21 al. 3).

<sup>1</sup> Le numéro RSB n'est pas encore connu.

<sup>2</sup> Cf. également les explications relatives à l'art. 2 de l'accord



Les données qui ont été saisies dans ViCLAS avant l'entrée en vigueur du présent accord doivent être supprimées si elles ne pourraient être saisies à nouveau selon les principes fixés par le présent accord (art. 21 al. 4).

Les données d'événements selon l'article 3, qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent accord, ne peuvent être saisies que si elles ne sont pas contraires aux principes fixés par le présent accord (art. 21 al. 5).

### **3. INCIDENCES**

#### **3.1 Incidences financières et en personnel**

Pour ce qui est des incidences financières et en personnel, nous renvoyons au plan de financement ViCLAS établi par le commandement de la police bernoise (cf. texte en annexe). Pour le canton de Fribourg, la participation aux frais de licence se monte à 1294 francs alors que la participation aux frais de personnel du service extérieur s'élève à 29 963 francs.

A remarquer que le canton de Fribourg a été désigné pour assumer les tâches de service extérieur pour les cantons romands et du Tessin (cf. art. 5 al. 2 de l'accord). La Police cantonale assurera cette tâche. Un agent de la police de sûreté est déjà affecté à cette tâche et un poste de travail supplémentaire devra encore être créé. Ces 2 postes de travail seront financés par les cantons romands et du Tessin selon la clé de répartition prévue par le plan de financement susmentionné.

#### **3.2 Autres incidences**

Le présent projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme au droit fédéral et est eurocompatible.

\_\_\_\_\_

Annexe: mentionnée

\_\_\_\_\_

**Commandement de la police**

**Plan de financement ViCLAS**

Domaine spécialisé  
Analyse de la criminalité

Direction de la police et  
des affaires militaires  
du canton de Berne

SAC/prga

Valeurs de référence:

Emplois permanents ViCLAS: 15 personnes à 100%, dont 5 à la centrale

Infrastructure: 1 poste de travail PC par collaborateur (frais matériels); infrastructure serveur auprès de la centrale

Frais de licence: Des frais de licence sont prévus dès la version 4.0 de ViCLAS. Dernière situation d'information 2004: 15'000.- dollars canadiens pour 1-6 utilisateurs primaires, 25'000.- dollars canadiens pour 7-10 utilisateurs primaires, utilisateurs supplémentaires 2500.- dollars canadiens par personne, montant maximal 50'000.- dollars canadiens, sous réserve de l'augmentation annuelle de 10 % au maximum.

Hypothèse: Participation de tous les cantons, y compris Principauté de Liechtenstein (correspond à l'état actuel)



Il en ressort l'aperçu du budget ci-après:

Centre de coûts	Montant	Remarques
Coûts du personnel	1'912'500.-	15 emplois à 127'500.- CHF l'unité (frais de collaborateurs report Police Bern, dont 27'500.- frais de matériel)
Coûts de l'infrastructure	35'000.-	Exploitation et gestion de l'infrastructure du serveur (part frais en personnel coll. informatique, frais de licence pour l'exploitation du serveur), réserves pour le renouvellement
Frais de licence	37'500.-	Montant maximal avec 15 emplois fixes selon le dernier niveau d'information, montant définitif dépendant des négociations
<i>Total</i>	<i>1'985'000.-</i>	Estimation sur la base des valeurs de référence

La répartition sur la centrale de Berne et les services extérieurs ci-après ressortent de la transposition sur la réglementation de financement proposée dans l'accord:

Centres de coûts	Centrale	Service extérieurs / Concordats de police (25 cantons + FL)
Frais de personnel	637'500.-	<ul style="list-style-type: none"><li>1'275'000.- total</li><li>255'000.- par Concordat</li></ul>
Frais d'infrastructure	35'000.-	0
Frais de licence		arrondi à 0.0049 par habitant en Suisse

La classification sur les cantons et les concordats donne la répartition proportionnelle ci-après:

	Etat de la population 2007 <sup>1</sup>	Frais de licence	Frais de personnel	Total
<b>Suisse centrale</b>				
Lucerne	363'500	1787	121788	123'575
Uri	35'000	172	11726	11'898
Schwyz	141'000	693	47241	47'934
Obwald	34'000	167	11391	11'558
Nidwald	40'300	198	13502	13'700
Glaris	38'200	188	12799	12'987
Zoug	109'100	536	36553	37'089
<b>CPSNO</b>				
Soleure	250'200	1230	49608	50'838
Bâle-ville	185'200	910	36720	37'630
Bâle-Campagne	269'100	1323	53355	54'678
Argovie	581'600	2859	115316	118'175
<b>Suisse orientale</b>				
Schaffhouse	74'500	366	17736	18'102
Appenzell Rh. E.	52'700	259	12546	12'805
Appenzell Rh. I.	15'500	76	3690	3'766
St-Gall	465'900	2290	110918	113'208
Grisons	188'800	928	44948	45'876
Thurgovie	238'300	1171	56733	57'904
Principauté de Liechtenstein	35400	174	8428	8'602
<b>Suisse romande</b>				
Fribourg	263'200	1294	29963	31'257
Tessin	328'600	1615	37408	39'023
Vaud	672'000	3303	76500	79'803
Valais	298'600	1468	33992	35'460

<sup>1</sup> Source chiffres relatifs à la population, état 2007:

[http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/02/blank/key/raeumliche\\_verteilung/kantone\\_gemeinden.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/02/blank/key/raeumliche_verteilung/kantone_gemeinden.html)

Neuchâtel	169'800	835	19330	20'165
Genève	438'200	2154	49884	52'038
Jura	69'600	342	7923	8'265
Zurich	1'307'600	6428	255000	261'428
Berne	963'000	4734	637500	642'234 <sup>2</sup>
		<b>37'500</b>	<b>1'912'498</b>	<b>1'949'998</b>

<sup>2</sup> plus les frais d'infrastructure de 35'000.-

**BOTSCHAFT Nr. 191** 27. April 2010  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Entwurf des Gesetzes über den Beitritt des**  
**Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung**  
**über die computergestützte Zusammenarbeit**  
**der Kantone bei der Aufklärung von Gewaltdelikten**  
**(ViCLAS-Konkordat)**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Entwurf des Gesetzes über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung über die computergestützte Zusammenarbeit der Kantone bei der Aufklärung von Gewaltdelikten (ViCLAS-Konkordat).

**1. DIE INTERKANTONALE VEREINBARUNG**  
**VOM 2. APRIL 2009 ÜBER DIE**  
**COMPUTERGESTÜTZTE**  
**ZUSAMMENARBEIT DER KANTONE BEI**  
**DER AUFKLÄRUNG VON**  
**GEWALTDELIKTEN (VICLAS-KONKORDAT)**

1.1 Die Kantonspolizei Bern betreibt im Auftrag der Konferenz der Kantonalen Polizeikommandanten der Schweiz (KKPKS) seit dem Monat Mai 2003 im Pilotbetrieb und als Lizenznehmerin der Royal Canadian Mounted Police (die königliche kanadische berittene Polizei) das System namens Violent Crime Linkage Analysis System (ViCLAS). Es handelt sich um ein informatisiertes Analysesystem, das Polizeidaten kantonsübergreifend zusammenfasst, um sie im Sinne einer operativen Analyse der Fälle zu bearbeiten. Die Analyse erfolgt auf der Grundlage von erfassten Verbrechen und typischen Verhaltensweisen von Tätern. Zweck von ViCLAS ist somit die gezielte Bekämpfung von seriellen Gewalt- und Sexualverbrechen. Das System wird ebenfalls in Frankreich und in Deutschland, in den Beneluxstaaten sowie in Grossbritannien eingesetzt.

Auf Ersuchen der KKPKS soll das System ViCLAS nunmehr definitiv eingeführt werden. Anfang 2008 ist bei den Mitgliedern der KKJPD eine Vernehmlassung durchgeführt worden. Das Dossier ist darüber hinaus anlässlich mehrerer Vollversammlungen der Konferenz behandelt worden. Schliesslich ist die Vereinbarung ViCLAS an der Frühjahresversammlung vom 2. April 2009 von der KKJPD angenommen worden. Der Vorstand der KKJPD ist beauftragt worden, den Kantonen diese Vereinbarung zwecks Beitritts zu unterbreiten.

1.2 Mit Schreiben vom 22. Mai 2009 hat sich die KKJPD an die kantonalen Regierungen gewandt mit der Bitte, die Kantone mögen dieser Vereinbarung beitreten.

Am 15. März 2010 hat die KKJPD die Kantone darüber informiert, dass bis März 2010 bereits 6 Kantone ihren Beitritt erklärt haben: AI, NE, NW, SO, TG, UR. Der Kanton Bern war im Begriff, der Vereinbarung beizutreten.

1.3 Im November 2009 hat die Sicherheits- und Justizdirektion beim Amt für Gesetzgebung, bei der Kantonspolizei, beim Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse, beim Untersuchungsrichteramt und bei der Kantonalen Aufsichtsbehörde

für Datenschutz eine interne Vernehmlassung zu diesem Entwurf durchgeführt.

Dieses Konkordat ist von den Polizeibehörden und von den Untersuchungsrichtern begrüsst worden. Die Kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz hat hinsichtlich des Artikels 13 Abs. 2 des Entwurfs einen Vorbehalt angebracht. Das Amt für Gesetzgebung seinerseits hat vor allem betont, dass der französischsprachige Text des Konkordats nicht absolut einwandfrei sei.

1.4 Der Konkordatsentwurf ist nicht den Mechanismen der Vereinbarung über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland (Convention des conventions) unterstellt worden.

**2. ERLÄUTERUNGEN ZUM**  
**VEREINBARUNGSENTWURF<sup>1</sup>**

**2.1 Einleitung**

Die KKPKS hat im Jahr 2001 der nationalen Einführung von ViCLAS<sup>2</sup> als neues Werkzeug im Bereich der Recherche, Auswertung und Analyse von Gewaltverbrechen zugestimmt. Betrieben wird ViCLAS in der Schweiz im Pilotbetrieb seit Januar 2003 (operativ seit Mai 2003). Derzeit befinden sich insgesamt rund 7200 Datensätze in ViCLAS (Stand: Anfang Juni 2008).

ViCLAS kann keine Fälle klären, sondern liefert ausschliesslich Ermittlungsansätze, welchen durch die zuständigen Ermittler nach eigenem Ermessen nachgegangen wird. Ein Ermittlungsansatz kann bspw. darin bestehen, dass

- in ViCLAS ein potentieller Zusammenhang zwischen zwei oder mehreren ungeklärten Delikten hergestellt werden kann, oder
- es wird ein möglicher Zusammenhang zwischen einem oder mehreren *ungeklärten* Delikten und einem oder mehreren *geklärten* Delikten eines ermittelten Täters hergestellt.

Es hat sich verschiedentlich gezeigt, dass ViCLAS in einem spezifischen und sensiblen Deliktsbereich teilweise einzigartige Ermittlungsunterstützung zu bieten vermag, die durch andere Instrumente und Methoden nicht wahrgenommen werden kann. ViCLAS unterstützt und ergänzt diese und stellt damit einen weiteren Baustein in der Ermittlungsarbeit dar.

ViCLAS hat in der Schweiz seinen Nutzen bereits mehrfach unter Beweis gestellt. Dies obwohl aufgrund internationaler Erfahrungen eigentlich erst mittelfristig Erfolge zu erwarten gewesen wären: es muss zuerst ein erheblicher Grundstock an erfassten Fällen zur Verfügung stehen, ehe eine Erfolg versprechende Recherchearbeit begonnen werden kann. Ein Jahr nach der operativen Betriebsaufnahme konnte aber durch ViCLAS bereits ein Ermittlungsansatz generiert werden, der letztlich zur Aufklärung des vermissten Opfers und zur Aufklärung des Tötungsdeliktes führte. Der Täter wurde im anschliessenden Prozess wegen Mordes zu Zuchthaus verurteilt.

<sup>1</sup> Vollständige Wiedergabe der Erläuterungen der KKJPD zum Vereinbarungsentwurf vom 22. Mai 2009

<sup>2</sup> Violent Crime Linkage Analysis System

Weiter lieferte ViCLAS verschiedene Ermittlungsansätze im Zusammenhang mit sexuellen Belästigungen und Nötigungen, durch welche insbesondere auch für ungeklärte Delikte aus früheren Jahren eine Täterschaft ermittelt und zur Verantwortung gezogen werden konnte.

Auch die Vergewaltigung einer jungen Frau und der Missbrauch eines Jungen konnten gestützt auf eine ViCLAS-Analyse und Recherche einem Täter zugeordnet und geklärt werden.

ViCLAS trug schliesslich sogar dazu bei, dass die Verstösse eines Hafturlaubers gegen seine Auflagen erkannt wurden.

Zu verschiedenen durch ViCLAS ausgegebenen Ermittlungsansätzen besteht (noch) keine Rückmeldung. In anderen Fällen verdichteten sich die Anzeichen für den potentiellen Tat-Täterzusammenhang, liessen sich aber nicht gerichtsverwertbar verfestigen.

Es handelt sich vorliegend um eine interkantonale Vereinbarung bzw. Konkordat **zwischen den Kantonen gem. Art. 48 der Bundesverfassung** (BV; SR 101), die eine Materie betrifft, die in die kantonale Zuständigkeit fällt. Austausch und Aufbewahrung von polizeilichen Daten ist Sache der kantonalen Datenschutzgesetzgebung. Die CH StPO wird nach ihrem Inkrafttreten 2011 in Art. 96 eine Bestimmung betr. hängige Strafverfahren enthalten, der die Vereinbarung aber nicht widerspricht; die Regelung ausserhalb von hängigen Strafverfahren wird weiterhin in der kantonalen Zuständigkeit bleiben (Art. 99). Die Rechtskommission des Nationalrates lehnte das Ansinnen, ViCLAS im Bundesgesetz über die Polizeilichen Informationssysteme des Bundes (BPI) zu verankern, aus Gründen der fehlenden Zuständigkeit des Bundes und aus systematischen Überlegungen ab. Die Vereinbarung ist insoweit rechtsetzend, als sie der Rechtsvereinheitlichung dient; in diesem Umfang bedarf sie keiner Transformation ins innerkantonale Recht. Einzelne Bestimmungen sind mittelbar rechtsetzend und erfordern innerkantonale Ausführungsbestimmungen.

Der Beitritt des Fürstentums Liechtenstein wird durch Art. 19 der Vereinbarung ermöglicht. Welche Form dafür zu wählen ist, wird zu gegebener Zeit durch die zuständigen Behörden zu bestimmen sein: zu denken ist einerseits an einen Staatsvertrag im Sinne von Art. 56 BV; zu prüfen ist demgegenüber aber auch, inwieweit der Vertrag zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, der Republik Österreich und dem Fürstentum Liechtenstein über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Sicherheits- und Zollbehörden (SR 0.360.163.1) den Informationsaustausch auch für den fraglichen Bereich bereits regelt und ein zusätzliches Abkommen damit entbehrlich wäre.

Die interkantonale Vereinbarung über die computergestützte Zusammenarbeit der Kantone bei der Aufklärung von Gewaltdelikten (ViCLAS-Konkordat; nachfolgend: Vereinbarung) setzt sich aus fünf Kapiteln zusammen. Das erste Kapitel umreisst die allgemeinen Bestimmungen, Terminologie, Gegenstand und Zweck sowie den Anwendungsbereich von ViCLAS umfassend. Im zweiten Kapitel werden Organisation und Zuständigkeiten geregelt. Das dritte Kapitel widmet sich dem Betrieb (Informationsaustausch, Betriebsbewilligung) und dem Datenschutz. Das vierte Kapitel umfasst die Regelung der Finanzierungsfrage, und das fünfte Kapitel beinhaltet abschliessend Regelungen zu Beitritt, Kündigung, Inkrafttreten, Änderungen, Verfahren bei allfälligen

Streitigkeiten unter den Vereinbarungspartnern sowie die Übergangsbestimmungen.

Die Vereinbarung wurde den Kantonen von der KKJPD zur Vernehmlassung gegeben. Die eingelangten Stellungnahmen wurden gewürdigt und 14 Änderungen eingebaut.

## 2.2 Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen

### 1. Allgemeine Bestimmungen

#### Art. 1 Gegenstand und Zweck

Gegenstand und Zweck der Vereinbarung ist die effiziente Bekämpfung der (seriellen) Gewalt- und Sexualkriminalität durch Unterstützung und Förderung der interkantonalen Zusammenarbeit. Dazu gehört gemäss Art. 1 Buchstabe (nachfolgend: Bst.) a der Vereinbarung der kantonsübergreifende Einsatz des Analyseinstruments ViCLAS. Zweck ist die Unterstützung in der Verhinderung bzw. Aufklärung von Delikten gegen die physische und sexuelle Integrität. In Bst. a werden diejenigen Deliktsbereiche erwähnt, welche durch ViCLAS erfasst werden können (Delikte gegen die physische und sexuelle Integrität).

In Art. 1 Abs. 2 Bst. b wird betont, dass ViCLAS ein Instrument zur überkantonalen Zusammenführung und Auswertung *kantonomer* Ermittlungsergebnisse und Strafverfahren darstellt.

Im Unterschied zu Absatz 1, welcher den Zweck bzw. die Ziele der Vereinbarung regelt, wird in Abs. 2 von Art. 1 festgehalten, dass die Vereinbarung die Voraussetzungen des Einsatzes der angeschlossenen Kantone sowie des Fürstentums Liechtenstein regeln soll.

#### Art. 2 Begriff

ViCLAS (Violent Crime Linkage Analysis System) wurde von der Royal Canadian Mounted Police (RCMP) als Folge der Ermittlung und Aburteilung von Serientätern (O., B. und H.) entwickelt, nachdem sich klar gezeigt hatte, dass diese Delinquenten früher hätten ermittelt und gefasst werden können, wenn elektronische Hilfsmittel zur Aufbereitung und Auswertung der vorhandenen Ermittlungsergebnisse zur Verfügung gestanden hätten. Weitere Tötungs- bzw. Sexualdelikte hätten so vermieden werden können. In Kanada wie auch in allen europäischen Staaten sind hinlänglich weitere Beispiele bekannt, bei welchen der strukturell oder geografisch bedingte mangelhafte oder gar inexistenten Informationsaustausch zwischen den zuständigen Ermittlungsbehörden für zusätzliche Opfer von Serientätern mitverantwortlich war.

Mit ViCLAS werden bei Delikten gemäss Art. 3 die Vorgehensweise und das Verhalten des Täters – gewissermassen seine «Handschrift» – sowie alle anderen im Rahmen der Tatausführung relevanten Informationen in elektronischer Form erfasst und sprachunabhängig auswertbar gemacht.

Neben diesen rein begrifflichen Komponenten wird in Art. 2 der Vereinbarung festgehalten, dass ViCLAS ein System ist, welches auf *bestehenden Ermittlungsergebnissen* beruht. Mit ViCLAS werden keine neuen Ermittlungen getätigt. Es bildet aber die Grundlage für das Erkennen von Zusammenhängen zwischen Tat und Täterschaft sowie zwischen mehreren Taten, lässt dadurch

Rückschlüsse auf Deliktserien zu und zeigt so neue Ermittlungsansätze auf.

### **Art. 3 Anwendungsbereich**

Abs. 1 dieses Artikels umreissst den personenbezogenen Anwendungsbereich von ViCLAS: Verfahren gegen bekannte oder unbekannt Täterchaft bei polizeilichen Ermittlungen (lokal bis international).

Der sachbezogene Anwendungsbereich wird in Abs. 2 von Art. 3 in nicht abschliessender Weise («insbesondere») definiert.

Neben Verhaltensweisen und/oder Umständen, welche in Zusammenhang mit Delikten gegen die physische bzw. sexuelle Integrität stehen bzw. darauf hindeuten, sollen auch solche erfasst werden, die sexuell motiviert sind und sich für eine Analyse und Recherche in ViCLAS eignen. Bei einigen ViCLAS-relevanten Delikten ist die sexuelle Motivation nicht augenfällig oder gar zwingend erkennbar. Andererseits gibt es sexuell motivierte Taten oder Handlungen, welche sich nicht zweckmässig in ViCLAS analysieren lassen.

In jedem Fall sind die ViCLAS-Relevanz eines Vorganges und die Eignung von ViCLAS für dessen Bearbeitung zu prüfen. So kann die Erfassung und Verarbeitung von Unterwäschdiebstählen durch einen Täter von Nutzen sein, obwohl der Diebstahl per se kein Sexualdelikt darstellt. Aus Praxis und Forschung sind hinlänglich Beispiele bekannt, welche verdeutlichen, dass eine solch fetischistisch motivierte Tat eskalieren kann, bzw. parallel zu weiteren normabweichenden, deliktischen Vorgängen ausgeübt werden kann. So haben sich bekanntermassen auch bei der Einführung der DNA-Analysesysteme anfänglich überraschende Zusammenhänge zwischen Einbruchdelikten und Vergewaltigungen ergeben.

Andererseits kann eine klar sexuell motivierte Straftat nicht für die Analyse in ViCLAS geeignet sein, da sich tatrelevante Faktoren nicht nutzbar abbilden lassen. Konsumenten von Kinderpornografie beispielsweise können mit ViCLAS nicht adäquat erfasst und für Ermittlungsansätze analysiert werden. Kein gegenwärtig verfügbares Instrument ist in der Lage, die allfälligen Fantasien dieser Täter so zu verarbeiten, dass ein hinreichend eingegrenzter und weiterführender Ermittlungsansatz zu einem Sexualdelikt erarbeitet werden könnte. Für diese Zwecke müssen weitere Analyseinstrumente geschaffen werden.

Bei den Straftaten gegen die sexuelle Selbstbestimmung wurden die Versuche und Antragsdelikte explizit aufgeführt. Damit soll insbesondere betont werden, dass Antragsdelikte wie Exhibitionismus i.S. von Art. 194 des Schweizerischen Strafgesetzbuches vom 21. Dezember 1937 (StGB; SR 311.0), welche für forensische Prognosen erhebliche Negativindikatoren darstellen können, in ViCLAS erfasst werden können. Auch hier liegen zahlreiche wissenschaftliche Erkenntnisse vor, die aufzeigen, dass Sexual- und Gewaltstraftäter nebst anderer genereller Delinquenz (Vermögensdelikte, Verkehrsdelikte etc.) parallel auch in «niederschweligen» Deliktbereichen aktiv sind, nicht zuletzt auch im Sinne von Vorbereitungshandlungen (bspw. Voyeurismus). Eine möglichst umfassende Erhebung relevanter und potentiell zusammenhängender Delikte kann bereits aufgrund einer geografischen Analyse zu neuen Ermittlungsansätzen führen. Gerade auch im Verhaltensbereich finden sich deliktsübergreifend immer wieder einer gezielten Bewusstseinskontrolle entzogene Merkmale, auf Grund derer sich Hinweise auf eine Über-

einstimmung der verantwortlichen Täterpersönlichkeit ergeben können.

Die Vereinbarung schliesst die elterliche Kindsentführung sowie das Entziehen von Unmündigen durch Inhaber der elterlichen Gewalt von einer Erfassung in ViCLAS aus: das widerrechtliche Verstecken bzw. das Verbringen von Kindern an einen fremden Ort durch einen Elternteil ist für das System ViCLAS nicht relevant, da diesen Fällen nicht Gewalt- oder Sexualdelinquenz, sondern Beziehungssituationen und -problematiken zugrunde liegen.

Obwohl von der Kompetenznorm von Art. 3 Abs. 2 abgedeckt, wird in der aktuellen Version von ViCLAS die Tierquälerei i.S. von Art. 26 Abs. 1 Bst. a und b des Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 (Stand 1. September 2008; TschG, SR 455) noch nicht erfasst. Tierquälerei i.S. der vorgenannten Tatbestandsvarianten kann ein Indikator für Gewalt-, Macht- sowie Sexualfantasien und damit für eine spätere Eskalation auf schwere Gewalt- oder Sexualdelikte gegen Menschen sein. Auf Grund wissenschaftlicher Erkenntnisse und der Praxis in anderen ViCLAS-Anwenderstaaten ist der Einbezug der Tierquälerei in ViCLAS deshalb sachgerecht.

Um den Anwendungsbereich auf reelle Risikoindikatoren für schwere Gewalt- und Sexualdelinquenz einzuzengen, wurden die hierbei weitgehend irrelevanten Tatbestandsvarianten von Bst. c (Veranstaltung von Kämpfen zwischen oder mit Tieren, bei denen Tiere gequält oder getötet werden), d (Tierversuche) sowie e (Aussetzung) TschG von einer möglichen Erfassung in ViCLAS ausgeschlossen. Mit Verweis auf Abs. 1 TschG ist sodann klar, dass nur die Fälle vorsätzlicher Tierquälerei erfasst werden, nicht aber diejenigen betr. fahrlässige Tierquälerei.

## **2. Organisation und Zuständigkeiten**

### **Art. 4 Grundsatz**

Art. 4 Abs. 1 der Vereinbarung erwähnt eine zentrale Eigenschaft von ViCLAS: es ist kein Instrument, mit welchem neue Ermittlungen geführt werden. Mit dem Betrieb von ViCLAS werden vielmehr ausschliesslich bestehende Daten aus *kantonalen* bzw. *kommunalen* polizeilichen Untersuchungen kantonsübergreifend verarbeitet und analysiert.

Art. 4 Abs. 2 hält die relevanten Informationen fest, welche in ViCLAS standardmässig erfasst werden. Die Aufzählung ist abschliessend. Bezüglich der Informationen über Täter bzw. Opfer ist zu bemerken, dass insbesondere Informationen zur Lebenssituation, zum Familienstand und zur beruflichen Tätigkeit für die Beurteilung der Tatgelegenheitsstruktur, Opferauswahl und dgl. mehr relevant sind. Mit den Angaben zur Tat und zur Vorgehensweise der Täterschaft wird das verbale, physische sowie sexuelle Vorgehen erfasst. Die besonders schützenswerten Personendaten müssen zwangsläufig unverschlüsselt und der Logik aller Ermittlungssysteme entsprechend erfasst werden, damit gerade bei Wiederholungstätern, aber auch bei mehrmaligen Opfern eine rasche, fehlerfreie Identifikation und die Erkennung eines allfälligen Serienzusammenhangs möglich ist.

Mit Abs. 3 wird klargestellt, dass Daten bei hinreichendem Tatverdacht auch bei fehlender oder ausstehender gerichtlicher Beurteilung in das Analysesystem aufgenommen werden können.

## **Art. 5 Organisation**

In organisatorischer Hinsicht ist zu beachten, dass die Kantonspolizei Bern als verantwortliche Lizenznehmerin der Royal Canadian Mounted Police auftritt. Die Kantonspolizei Bern gewährleistet den Betrieb von ViCLAS und figuriert als Zentralstelle. Sie wird im Betrieb durch fünf regionale Aussenstellen unterstützt. Diese werden durch je einen Vertreterkanton der bestehenden Polizeikonkordate (aktuell die Kantone Freiburg, Solothurn, Luzern und St. Gallen) sowie die Kantons- oder Stadtpolizei Zürich besetzt. Die Aussenstellen sind für die Bearbeitung und Analyse der Fälle der ihnen zugeordneten Kantone zuständig.

Im Hinblick auf den erforderlichen Informationsaustausch mit den Aussenstellen bzw. der Zentralstelle hat jeder Kanton zwei Koordinatoren oder Koordinatorinnen zu bestimmen. Ihre Aufgabe besteht darin, ViCLAS-relevante Fälle der Aussenstelle zur Kenntnis zu bringen und gegebenenfalls den Kontakt zum jeweiligen Sachbearbeiter zu vermitteln bzw. die Fallakten – ohne Bearbeitung – in Kopie zu übermitteln. Die Funktion der Koordinatoren ist zwingend erforderlich, da von den Aussenstellen nicht auf die polizeilichen Informationssysteme der angeschlossenen Kantone zugegriffen werden kann. Die Koordinatoren oder Koordinatorinnen erfüllen eine Nebenaufgabe und sind nicht als zusätzliche Stellen zu rekrutieren.

Mit dieser Organisation hat nur ein sehr enger Personenkreis Zugang zu ViCLAS. Die Zentralstelle, d.h. der Kanton Bern, beschäftigt 5 Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen. Daneben sind in den 5 Aussenstellen weitere 10 Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen für ViCLAS zuständig. Gesamtschweizerisch haben somit – in Übereinstimmung mit dem von der KKPKS für die Einführung von ViCLAS genehmigten Konzept – insgesamt 15 Personen Zugriff auf ViCLAS.

Die strategische Leitung von ViCLAS erfolgt durch den Lenkungsausschuss von ViCLAS. Er ist der KKPKS rechenschaftspflichtig und deren Aufsicht unterstellt.

## **3. Betrieb und Datenschutz**

### **Art. 6 Informationsaustausch**

Bei Art. 6 Abs. 1 der Vereinbarung handelt es sich um eine Ermächtigungsnorm zum Informationsaustausch zwischen den Vertragspartnern. Konkret ermächtigt die Vereinbarung die Kantone die unter Art. 3 und 4 der Vereinbarung bezeichneten Informationen bzw. Daten untereinander auszutauschen:

- die Daten/Informationen in einem zentralen System zu speichern;
- die Daten/Informationen elektronisch zu analysieren und auszuwerten;
- neue ermittlungunterstützende Erkenntnisse den zuständigen Ermittlungsbehörden zu übermitteln.

Nach der bundesgerichtlichen Rechtsprechung greifen die Erhebung, Aufbewahrung und Bearbeitung erkenntnisdienstlicher Daten in das Recht auf eine persönliche Geheimsphäre ein (BGE 120 Ia 147 E2.a, 128 II 259 E3.2). Die in ViCLAS analysierten Daten sind besonders schützenswerte Daten (Art. 3 des Datenschutzgesetzes des Kantons Bern, DSG; BSG 152.04). Die Bearbeitung besonders schützenswerter Daten greift auch in das nach Art. 8 EMRK geschützte Privatleben ein (BGE 122 I 36).

Im Kanton Bern wird der Betrieb von ViCLAS sodann durch Art. 18 der Verfassung des Kantons Bern vom 6. Juni 1993 (KV; BSG 101.1) tangiert<sup>1</sup>.

Die Arbeitsgruppe innere Sicherheit der Vereinigung der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten befasste sich in den Jahren 2004 und 2005 mit ViCLAS. In ihrem Schreiben vom 26.05.2005 an den Chef der Spezialfahndung 3 der Kantonspolizei Bern hielt die Vereinigung der Schweizerischen Datenschutzbeauftragten fest, in ViCLAS würden besonders schützenswerte Personendaten bearbeitet. Dies verlange nach einer formell gesetzlichen Grundlage. Die Vereinigung empfahl, die Verankerung in einem gesamtschweizerischen Polizeikonkordat zu prüfen. Zudem empfahl sie – in Übereinstimmung mit der durch die Kantonspolizei vorgeschlagenen Lösungsvariante für eine Gesetzesgrundlage – für das System ViCLAS ein Betriebsreglement zu erlassen.

Art. 52 des Polizeigesetzes des Kantons Bern vom 8. Juni 1997 (PolG; BSG 551.1) erlaubt der Kantonspolizei, zu polizeilichen Zwecken besonders schützenswerte Daten in einem elektronischen Informationssystem zu verarbeiten. In Abs. 4 dieses Artikels wird geregelt, welchen Behörden im Abrufverfahren Zugang auf das Informationssystem gewährt werden darf. Ausserkantonale Polizeibehörden sind darin nicht erwähnt. Nach Ansicht des bernischen Datenschutzbeauftragten ist zu diesen wohl eine Datenübermittlung nach Art. 50 PolG zulässig, nicht aber das in ViCLAS zu den Aussenstellen bestehende Abrufverfahren. Würde Art. 52 PolG den Betrieb von ViCLAS erlauben, so wäre der erfolgreiche Online-Zugriff der Aussenstellen nach Auffassung des Datenschutzbeauftragten des Kantons Bern unzulässig. Zudem erfasse ViCLAS Daten zu strafbarem Verhalten, das irgendwo in der Schweiz oder im Fürstentum Liechtenstein stattgefunden habe. Verwendung finden sollen diese Daten zur Aufklärung von Straftaten wiederum in der Schweiz oder im Fürstentum Liechtenstein. Die Datenbearbeitung sei somit eine nationale bzw. gar übernationale. Eine Anknüpfung an die durch das Polizeigesetz des Kantons Bern für die Kantonspolizei Bern als Outsourcingpartner der KKPKS abgestützten Tätigkeiten fehle diesfalls. Die in anderen Kantonen als dem Kanton Bern entstehenden Eingriffe in das Grundrecht auf Datenschutz liessen sich durch das bernische Polizeigesetz nicht abstützen.

Art. 6 Abs. 1 der Vereinbarung schafft die entsprechende rechtliche Grundlage, um das überkantonale Analyse-system ViCLAS zu legitimieren. Dies steht im Einklang mit der Ansicht der schweizerischen Datenschutzbeauftragten sowie des Datenschutzbeauftragten des Kantons Bern.

Art. 6 Abs. 2 statuiert die Pflicht der Vereinbarungspartner, sämtliche ViCLAS-relevanten Informationen der gemäss Artikel 5 zuständigen Aussenstelle mitzuteilen. Mit dieser Mitteilungspflicht wird klargestellt, dass letztlich der zuständigen Aussenstelle die Entscheidungsbefugnis darüber zukommt, ob ein Fall in ViCLAS aufgenommen wird oder nicht.

### **Art. 7 Betriebsbewilligung**

Der eigentliche Betrieb von ViCLAS erfolgt durch die Kantonspolizei Bern als Zentralstelle. In diesem Zu-

<sup>1</sup> So dürfen Behörden Personendaten nur bearbeiten, wenn eine gesetzliche Grundlage besteht und die Daten für die Erfüllung ihrer Aufgaben geeignet und notwendig sind (Art. 18 Abs. 2 KV BE).



sammenhang ist auch der nachfolgende Art. 8 der Vereinbarung zu berücksichtigen. Demnach kann die Datenerfassung in ViCLAS zwar sehr wohl durch die fünf Aussenstellen erfolgen. Die Möglichkeit der Mutation hingegen ist eingeschränkt, und zur Löschung<sup>1</sup> der Daten ist ausschliesslich die Kantonspolizei Bern befugt.

Da Bern der Betreiberkanton von ViCLAS ist, sind allfällige gesetzliche Vorgaben dieses Kantons für den Betrieb des Datenbearbeitungssystems ViCLAS zu berücksichtigen.

Das Datenbearbeitungssystem wird von der Kantonspolizei Bern für die ganze Schweiz betrieben. Der Betrieb des Analysesystems ViCLAS wird mit der Betriebsbewilligung des Regierungsrates des Kantons Bern gemäss Art. 52 Abs. 5 PolG geregelt<sup>2</sup>.

#### **Art. 8** *Speicherung und Datenpflege*

Die physische Speicherung der ViCLAS-Daten erfolgt ausschliesslich durch die Zentralstelle (Art. 8 Abs. 1). Bei ViCLAS handelt es sich um ein Client-Server-Datenbanksystem. Über den ViCLAS-Client werden Daten heute in einer MS SQL 7.0-Datenbank eingegeben, mutiert und abgefragt. User-Zugriffe auf diesen Client erfolgen über einen Citrix-Terminalserver. Der ViCLAS-Client existiert lediglich auf diesem Server.

Bezüglich der Datenpflege in ViCLAS gilt das abgestufte System gemäss Art. 8 Abs. 2 der Vereinbarung.

Ausschliesslich die Kantonspolizei Bern als Zentralstelle für ViCLAS Schweiz kann damit den ganzen Datensatz, d.h. auch die Daten der fünf ViCLAS-Aussenstellen, mutieren. Die Aussenstellen ihrerseits können selbstverständlich ihre eigenen Daten – aber nur diese – mutieren<sup>3</sup>. Mutation bedeutet in diesem Zusammenhang die Anpassung, Ergänzung und/oder Veränderung eines in ViCLAS bereits erfassten Datensatzes. Nicht als Mutation gelten die Eingabe originärer Daten sowie die Löschung von Daten.

Die Löschung wird in Art. 8 Abs. 2 Bst. d der Vereinbarung explizit erwähnt und kann ausschliesslich durch die Zentralstelle, also die Kantonspolizei Bern, erfolgen.

#### **Art. 9** *Verantwortlichkeit*

Die Verantwortung für die Einhaltung des Datenschutzes und die Gewährleistung der Datensicherheit liegt beim Polizeikommandanten bzw. der Polizeikommandantin der Kantonspolizei Bern. Zugleich wird festgehalten, dass die ViCLAS-Mitarbeiter und -Mitarbeiterinnen im Betreiberkanton Bern (Zentralstelle) sowie die Aussenstellen -Mitarbeiter und -Mitarbeiterinnen auch persönlich für die Einhaltung der Anliegen und Vorgaben des Datenschutzes verantwortlich sind und die entsprechenden Vorgaben umzusetzen haben.

#### **Art. 10** *Akteneinsichtsrecht*

Wie unter Art. 4 Abs. 1 festgehalten und an entsprechender Stelle in den vorliegenden Erläuterungen kommentiert wird, werden in ViCLAS *bestehende* polizeiliche

Daten erfasst und verarbeitet. Die hier in Frage stehenden polizeilichen Daten werden somit *zusätzlich* zu den üblichen kantonalen Datenerfassungssystemen im Analysesystem ViCLAS erfasst.

Art. 10 Abs. 1 der Vereinbarung hält deklaratorisch fest, dass jede Person nach Massgabe der anwendbaren kantonalen Gesetzgebung (siehe Art. 12 Abs. 1) bei der zuständigen kantonalen Polizeibehörde Akteneinsicht verlangen kann mit dem Zweck, Auskunft darüber zu erlangen, ob bzw. welche polizeilichen Daten über sie in den entsprechenden Polizeiregistern aufgeführt sind und bearbeitet werden oder wurden.

Verlangt eine Person entsprechende Akteneinsicht, so ist darunter nicht nur ein Gesuch um Einsicht in die kantonalen Register, sondern zwingend ebenso eine solche in ViCLAS zu verstehen, und dies selbst dann, wenn die betreffende Person die Einsicht in ViCLAS nicht explizit verlangt. Nur auf diese Weise ist der mit dem Akteneinsichtsrecht bezweckte Rechtsschutz umfassend. Art. 10 Abs. 2 sieht deshalb die Verpflichtung der befassten Polizeibehörde vor, das Akteneinsichtsgesuch als Teilgesuch auch an die zuständige Aussenstelle weiterzuleiten, sofern sich aus den bearbeiteten Daten Anhaltspunkte für einen ViCLAS-Eintrag ergeben (Abs. 2 Bst. a) oder der Gesuchsteller oder die Gesuchstellerin dies verlangt (Art. 2 Bst. b). Das Teilgesuch ViCLAS entbindet die kantonale Polizeibehörde nicht, das Hauptgesuch zu bearbeiten und darüber zu entscheiden. Diesbezüglich gilt der innerkantonale Rechtsweg.

Dem Einsichtsgesuchsteller kommt die Wahl zu, sein Gesuch direkt bei der Zentralstelle oder aber bei der entsprechenden Aussenstelle einzureichen (vgl. dazu etwa Art. 18 Abs. 1 KV BE).

Geht bei einer Aussenstelle ein Einsichtsgesuch ein, so hat diese das Gesuch stets an die Zentralstelle weiterzuleiten (Abs. 3). Damit soll sichergestellt werden, dass auch die Auskunft, eine Person sei in ViCLAS nicht verzeichnet, stets von der Zentralstelle ausgeht. Durch die Behandlung durch die Zentralstelle sollen eine einheitliche Kommunikationslinie und Rechtsanwendung gewährleistet werden, kommt doch der Zentralstelle die eigentliche Datenherrschaft zu (vgl. weiter vorne bei Art. 8 der Vereinbarung).

Die Zentralstelle behandelt das Gesuch und prüft, ob über die Gesuchstellerin bzw. den Gesuchsteller Daten in ViCLAS vorhanden sind. Sie hat dafür zu sorgen, dass der Gesuchsteller eine Auskunft erhält bzw. Einsicht in seine Daten nehmen kann. Auch wenn in ViCLAS keine Daten registriert sind, muss dies (Verzeichnung negativ) durch die Zentralstelle zur Kenntnis gebracht werden.

Die Zentralstelle hat allfällige Einschränkungen des Einsichtsrechts, die auf Seiten der zuständigen kantonalen Polizeistelle bestehen, zu beachten<sup>4</sup>. Führen solche Einschränkungen – allenfalls entgegen dem wahren Sachverhalt und mit der Pflicht zur späteren Information – zur Auskunft, jemand sei nicht in ViCLAS verzeichnet, so muss die Möglichkeit der Überprüfung durch eine justizielle Instanz bestehen. Für alle Entscheide über Auskunftsgesuche zu ViCLAS bestehen demnach die Rechtsmittel nach bernischem Recht. Die Auskunft an

<sup>1</sup> Löschung meint hierbei eine definitive, irreversible Datenvernichtung.

<sup>2</sup> Damit kommt die Vereinbarung auch dem Postulat der schweizerischen Datenschützer nach der Erforderlichkeit eines Betriebsreglements nach, wie dies die Kantonspolizei Bern in ihrem Konzeptentwurf seit Anbeginn beantragt hat.

<sup>3</sup> Dies ist für die Aussenstellen erforderlich, um nach der Qualitätskontrolle entsprechende Korrekturen vornehmen zu können.

<sup>4</sup> Vgl. Für den Kanton Bern Art. 217 Abs. 2 des Gesetzes vom 15. März 1995 über das Strafverfahren (StrV), insb. in Verbindung mit Abs. 3 von Art. 4 der vorliegenden Vereinbarung

den Gesuchsteller bzw. die Gesuchstellerin ist entsprechend mit einer Rechtsmittelbelehrung zu versehen.

#### **Art. 11** *Berichtigung von Daten*

Unrichtig erfasste oder nicht notwendige Personendaten sind zu berichtigen oder zu vernichten (Art. 11 Abs. 1 der Vereinbarung). Die Vornahme der Berichtigung erfolgt gemäss Art. 11 Abs. 2 durch die Zentralstelle.

#### **Art. 12** *Verfahren und Rechtsschutz*

Auskunfts- und Berichtigungsbegehren, welche im Zusammenhang mit ViCLAS stehen, richten sich ebenso wie alle anderen im Zusammenhang mit der vorliegenden Vereinbarung stehenden datenschutzrechtlichen Ansprüche grundsätzlich nach den Bestimmungen des Datenschutzgesetzes des Kantons Bern (KDSG; BSG 152.04). Eine Ausnahme sieht Art. 12 Abs. 1 für den Fall vor, dass die Vereinbarung selber eine abweichende Regelung enthält (beispielsweise Art. 10 Abs. 4).

Als zuständige Datenaufsichtsstelle sieht die Vereinbarung die Datenaufsichtsstelle des Kantons Bern vor.

#### **Art. 13** *Löschung von Daten*

In ViCLAS werden standardmässig Revokationsdaten gespeichert. Automatisch zur Löschung vorgeschlagen werden diejenigen Datensätze, bei denen das Revokationsdatum erreicht wird. Die damit erforderliche zwingende Löschung von Daten erfolgt in jedem Fall durch die ViCLAS-Zentralstelle (vgl. Art. 8 Abs. 2 Bst. d der Vereinbarung).

In Art. 13 Abs. 1 der Vereinbarung wird der Grundsatz aufgestellt, dass die Datensätze in ViCLAS bezüglich aller Tatbeteiligter (Täter, Mittäter, Anstifter, Gehilfen) während 40 Jahren nach deren Eingabe gespeichert und in der Folge automatisch gelöscht werden. Opferdaten werden zusammen mit dem Fall oder gemäss Abs. 2 gelöscht bzw. anonymisiert.

Die Frist von 40 Jahren ergibt sich insbesondere aus dem Umstand, dass sexuelle Präferenzstrukturen – und damit verbunden möglicherweise deviante Verhaltensausdrucksformen (Verhaltensstörung) – nicht veränderbar im Sinne einer Therapierbarkeit sind. Allenfalls kann der Umgang mit diesen fixierten Strukturen therapeutisch begleitet werden; eine Umschreibung bzw. «Umprogrammierung» dieser Strukturen ist jedoch nicht möglich. Dementsprechend deckt diese Frist eine minimale Handlungsspanne (beispielsweise den Altersbereich von 20 bis 60 Jahren, wobei deliktische Aktivitäten vielfach unterhalb und oberhalb dieser Altersgrenzen festgestellt werden) der sexuellen Aktivität auffälliger Probanden ab. Gerade bei Neigungstaten ist mit einer ausgeprägteren Rückfallwahrscheinlichkeit zu rechnen. Diese Löschfrist ermöglicht somit im Umgang mit einer hoch selektiven Risikogruppe und einem sehr schwierigen und problematischen Ermittlungsumfeld eine verhältnismässige und sachdienliche Form der Ermittlungsunterstützung. Nota bene werden in diesem Analysesystem Daten einer deutlichen Minderheit, die Leib und Leben anderer bedroht(e) oder beeinträchtigt(e), verarbeitet.

Die Aufbewahrungsdauer ist unbestritten sehr lang. Eine Anlehnung an andere Löschfristen wurde intensiv geprüft, doch mussten sie infolge der unterschiedlichen Voraussetzungen verworfen werden:

- Das Strafregister hat eine komplett andere Aufgabe, als Ermittlungsansätze zu generieren.
- Die Verjährungsfristen nach StGB sind nicht relevant, weil auch der Täter einer verjährten Tat für die Aufklärung eines neuen Delikts von grösster Bedeutung sein kann.
- Die Regelung nach DNA-Profil-Gesetz ist für ViCLAS nicht sachgerecht: auf den ersten Blick scheint die Lösung mit einer Frist von 20 Jahren, die sich an den Vollzug anschliesst, interessant. Persönlichkeitsstörungen ziehen aber eine Strafmilderung wegen verminderter Schuldfähigkeit nach sich, was konkret bedeutet, dass die Strafe umso kürzer ausfällt je gefährlicher ein Täter ist, und dieser somit schneller wieder auf freiem Fuss ist (sofern keine Verwahrung angeordnet wurde/ werden konnte). Gerade die Daten solcher Täter sind aber im Hinblick auf Rückfalldelikte von höchstem Interesse und dürfen nicht verfrüht gelöscht werden. Weiter ist daran zu denken, dass zunehmend Jugendliche Täter von relevanten Delikten sind: Eine Abfrage nach den Kriterien «Täter jünger als 18 AND Tötungs- und/oder Sexualdelikt (Vergewaltigung/sexuelle Nötigung OR Sexualdelikt unter Verwendung einer Waffe OR Sexualdelikt mit Körperverletzung» ergibt für die Schweiz 333 Delikte. Eine weitere Eingrenzung auf «Beziehung des Täters zum Opfer = völlig fremd OR Unbekannter Freier» AND «Status des Täters bekannt OR bekannt – verstorben» ergibt noch 109 Delikte. Ohne diese im Detail angeschaut zu haben, kann davon ausgegangen werden, dass bei einer guten Hundertschaft Jugendstrafrecht und damit entsprechende Strafmasse zur Anwendung kommen sollte. Wenn das Täteralter auf <14 eingegrenzt wird, führt ViCLAS gegenwärtig 8 Täter, welche im Zusammenhang mit Sexualdelikten polizeilich bekannt wurden. Besonders eindrücklich ist das Tötungsdelikt mit vorgängiger Vergewaltigung an einer Prostituierten in Aarau Anfang 2008: der Täter 17 Jahre alt. In Augsburg/D ist weiter ein Gerichtsverfahren aktuell, das gegen einen zur Tat 17-Jährigen geführt wird, der zweifach wegen Diebstahls von Unterwäsche verzeichnet war: Er hatte gestanden, Anfang Dezember 2007 eine 18jährige Frau zuerst mit Stiefel-Tritten ins Gesicht schwer verletzt, sie anschliessend vergewaltigt und schliesslich erwürgt zu haben. Eine Regelung wie im DNA-Profil-Gesetz würde nach sich ziehen, dass wegen den kurzen Jugendstrafen auch eine frühere Löschung solcher Delinquenten erfolgen müsste.

Es bleibt, dass ViCLAS eine spezifische, sachlich bedingte Regelung betr. Löschfristen braucht.

Mit dieser Löschfrist liegt die Schweiz verglichen mit den Regelungen anderer ViCLAS-Länder in Europa in der Mitte. Die Frist von 40 Jahren entspricht derjenigen von Frankreich. Eine deutlich längere Frist kennt England (grundsätzlich 100 Jahre, wobei die Daten spätestens alle sieben Jahre auf ihre Aktualität überprüft werden).

In jedem Fall vorzeitig gelöscht werden Datensätze, sobald alle Tatbeteiligten verstorben sind.

Gemäss der vorliegenden Vereinbarung soll in Fällen, in welchen von einem erheblichen Rückfallrisiko auszugehen ist, die Frist gemäss Bst. a nach entsprechendem Antrag der Zentralstelle verlängert werden können, und zwar durch die kantonale zuständige richterliche Behörde. Die Verlängerung erfolgt um jeweils fünf Jahre (Bst. b).

Bei Wiederholungstätern beginnt der Fristenlauf mit Eingabe eines neuen Delikts (neu) zu laufen.

Befindet sich eine in ViCLAS erfasste Person im Strafvollzug oder in einer stationären Massnahme, so läuft die Frist gemäss Bst. a während dieser Zeit nicht. Die Frist steht somit still. Hintergrund dieses Vorschlags ist der Umstand, dass ein Straftäter während einem Strafvollzug praktisch keine Gelegenheit hat zu delinquieren. Für den Fristenlauf ist die Zeit im Vollzug somit irrelevant. Ausnahmen sind zwar denkbar, aber selten (z.B. bei einem Urlaub).

Wenn ein Tatbeteiligter freigesprochen worden oder ein Verdacht gegen ihn definitiv ausgeräumt ist, so sind die Daten durch die Zentralstelle grundsätzlich von Amtes wegen zu löschen (Bst. e). Dies gilt nicht für den Fall eines Freispruchs bzw. einer Verfahrenseinstellung, sofern dies wegen fehlender Zurechnungsfähigkeit erfolgte (Bst. f). So können insbesondere Psychosen bis ins hohe Alter latent vorhanden bleiben und erheblichen Einfluss auf das Rückfallrisiko bezüglich schwerer Taten haben. Die entsprechenden Daten werden deshalb nicht gemäss dem Grundsatz von Art. 13 Abs. 1 Bst. e gelöscht. Bezüglich der Datenlöschung wird vielmehr gemäss den Grundsätzen von Art. 13 Abs. 1 Bst. a–d vorgegangen.

Fälle von verdächtigem Ansprechen von Kindern und Jugendlichen nach Art. 3 Abs. 2 Bst. d werden in der Regel nicht gerichtlich beurteilt. Art. 13 Abs. 2 sieht für diese sowie die entsprechenden Opferdaten deshalb ein differenzierteres Lösungsverfahren vor<sup>1</sup>: Bei diesen Datenkategorien hat die Zentralstelle demnach auf Gesuch hin unabhängig von den festgelegten Fristen zu prüfen, ob die vorhandenen Daten noch benötigt werden. Alle nicht mehr benötigten Daten werden im Analysesystem gelöscht. Ebenso wird die Möglichkeit vorgesehen, auf Gesuch Daten von Opfern zu anonymisieren.

Eine Löschung von Amtes wegen gemäss Bst. e bzw. eine Fristunterbrechung gemäss Bst. d erfordert ein Meldesystem an die Zentralstelle bei Freisprüchen oder bei der definitiven Einstellung eines Verfahrens bzw. bei Strafantritt und -entlassung. Art. 13 Abs. 3 der Vereinbarung sieht deshalb vor, dass die Kantone die meldepflichtigen Behörden gemäss kantonalem Recht in entsprechenden Einführungsregelungen zur Vereinbarung zu bestimmen haben.

#### **4. Finanzierung**

##### **Art. 14 Kostenregelung**

Mit dem Projekt «ViCLAS 2006» wurde die Hardware-Infrastruktur (Server) von ViCLAS für rund 190 000 Franken erneuert. Die diesbezüglichen Kosten wurden vollumfänglich durch die Kantonspolizei Bern getragen.

Das Analysesystem wird derzeit mit der ViCLAS-Version 3.0 betrieben, für die (noch) keine Lizenzkosten zu entrichten sind. Der Wechsel auf die Version 4.0 wird jedoch früher oder später unumgänglich sein. Die kanadische Polizei RCMP hat den Entscheid gefällt, in Zukunft nur noch das Betriebssystem 4.0 zu vertreiben und zu unterstützen. Damit werden Lizenzkosten für den Benutzer verbunden sein.

<sup>1</sup> Vgl. auch Art. 18 Abs. 5 des Bundesgesetzes vom 21. März 1997 über Massnahmen zur Wahrung der inneren Sicherheit (BWIS; SE 120)

An der Sitzung des ViCLAS-Lenkungsausschusses vom 5. September 2007 haben die Mitglieder entschieden, dass der KKPKS die Umstellung auf die neue ViCLAS-Version 4.0 zu beantragen ist. Gemäss den bisherig vorliegenden Lizenzentwürfen muss für die Schweiz mit Lizenzkosten von rund 37 500 Franken gerechnet werden. Ob sich ein Vertragsabschluss effektiv zu diesem Betrag realisieren lässt, ist offen. Je nach Verhandlungsgang können tiefere Gebühren realisiert werden; auf Grund der möglichen Entwicklung ist aber nicht auszuschliessen, dass die Lizenzmodelle auf weniger Träger umgerechnet und entsprechend erhöht werden.

Bezüglich der künftigen Finanzierung für Betriebs-, Lizenz- sowie Investitionskosten nach Einführung der kostenpflichtigen ViCLAS-Version sieht die Vereinbarung in Art. 14 einen Verteilschlüssel vor. Der Finanzierungsplan (Anhang) gibt eine Übersicht über die Kosten pro Kanton, mit denen aus heutiger Sicht mittelfristig zu rechnen ist. Basis bilden dabei die Betriebs- und Investitionskosten der Kantonspolizei Bern, die allerdings je nach Kanton abweichen können. Während die Personalkosten proportional zur Bevölkerung pro Polizeikonkordat berechnet wurden, wurden die Lizenzkosten proportional zur Bevölkerung der Schweiz und des Fürstentums Liechtenstein veranschlagt.

#### **5. Schlussbestimmungen**

##### **Art. 15 Beitritt und Kündigung**

Art. 15 regelt die Beitritts- und Kündigungsmodalitäten mit den entsprechenden Zuständigkeiten. Der Beitritt zum Vertrag steht jedem Kanton offen.

Das Beitrittsgesuch kann durch einen beitriftswilligen Kanton jederzeit gestellt werden. Der Beitritt wird nach Eintreffen und Behandlung des Geschäfts in der KKJPD unmittelbar rechtswirksam (Abs. 2).

Adressatin ist sowohl für das Beitrittsgesuch wie auch eine Kündigung die Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren (KKJPD) (Art. 15 Abs. 3).

Ein Austritt aus der Vereinbarung ist möglich. Im Unterschied zum Beitritt ist ein Austritt jedoch fristgebunden. So ist eine Kündigung auf das Ende eines Kalenderjahres möglich, wobei die (schriftliche) Kündigungserklärung spätestens sechs Monate vor Ablauf des Kalenderjahres bei der KKJPD eintreffen muss. Um rechtsgültig auf Ende Jahr kündigen zu können, muss das Kündigungsschreiben deshalb spätestens am 30. Juni des betreffenden Kalenderjahres bei der KKJPD eintreffen. Der bis zu einem Austritt eingegebene Datenbestand bleibt von jenem unberührt.

##### **Art. 16 Vollzug**

Nach Art. 16 der Vereinbarung erlassen die Kantone die zum Vollzug des Vertrags erforderlichen Bestimmungen. Mit dieser Bestimmung soll sichergestellt werden, dass die Kantone für den Erlass der entsprechenden Einführungsregelungen besorgt sind, welche im Zusammenhang mit der Vereinbarung erforderlich sind. Dies betrifft namentlich die Vorgaben von Art. 13 Abs. 1 Bst. b sowie Art. 13 Abs. 3 der Vereinbarung.

##### **Art. 17 Inkrafttreten**

Damit die Vereinbarung in Kraft treten kann, ist gemäss allgemeinem Grundsatz der Beitritt von mindestens drei Kantonen erforderlich (Abs. 1). Durch die Führung ei-

ner Datenbank für alle schweizerischen Kantone und das Fürstentum Liechtenstein nimmt die Kantonspolizei Bern eine neue dauernde Aufgabe an die Hand. Für diese Stellen sowie für die KKPKS wird sie damit zum Outsourcingpartner. Gemäss Art. 69 Abs. 4 Bst. e KV BE bedarf die Anhandnahme einer neuen dauernden Aufgabe einer Rechtsgrundlage. Eine solche Grundlage kann mit der Annahme der Vereinbarung für den Kanton Bern geschaffen werden.

Materielle Anpassungen bzw. Änderungen der Vereinbarung bedürfen der Zustimmung sämtlicher Vertragspartner (Abs. 2).

#### **Art. 18** *Notifikation an den Bund*

Nach Art. 56 Abs. 2 BV dürfen Verträge der Kantone mit dem Ausland dem Recht und den Interessen des Bundes sowie den Rechten anderer Kantone nicht zuwiderlaufen. Ebenso sind sie dem Bund vor Abschluss zur Kenntnis zu bringen. Gemäss Art. 56 Abs. 3 VB dürfen die Kantone mit untergeordneten ausländischen Behörden direkt verkehren; in den übrigen Fällen hat der Verkehr der Kantone mit dem Ausland durch Vermittlung des Bundes zu erfolgen. Art. 172 BV hält in Abs. 3 fest, dass die Bundesversammlung die Verträge der Kantone unter sich und mit dem Ausland (nur dann) genehmigen muss, wenn der Bundesrat oder ein Kanton Einsprache erhebt. Art. 18 der Vereinbarung hält die verfassungsrechtliche Vorgabe, welche sowohl das Inkrafttreten der Vereinbarung wie auch sämtliche nach dessen Inkrafttreten darin vorgenommene Änderungen betrifft, deklaratorisch nochmals explizit fest.

#### **Art. 19** *Fürstentum Liechtenstein*

Seit der operativen Inbetriebnahme von ViCLAS in der Schweiz werden im Analysesystem nicht nur Daten der schweizerischen Kantone, sondern ebenso Daten des Fürstentums Liechtenstein erfasst. Das Fürstentum Liechtenstein war bisher bezüglich ViCLAS dem Ostschweizer Polizeikonkordat angegliedert und verfügte über zwei eigene Koordinatoren. Mit Artikel 19 der Vereinbarung erhält das Fürstentum Liechtenstein die Möglichkeit, nach Massgabe der eigenen innerstaatlichen Gesetzgebung der vorliegenden Vereinbarung als vollwertiges Mitglied (d.h. mit den identischen Rechten und Pflichten eines Kantons) beizutreten.

#### **Art. 20** *Rechtspflege*

Unter dem Titel «Rechtspflege» sieht Art. 20 Abs. 1 die Einsetzung eines Schiedsgerichts für diejenigen Konstellationen vor, in denen Anwendung und Auslegung der Vereinbarung zu Streitigkeiten zwischen den Vereinbarungskantonen führen. Zwar ist davon auszugehen, dass kaum Streitigkeiten aus der Vereinbarung entstehen werden und dass – sollten sich doch solche ergeben – in der Regel eine einvernehmliche Lösung gefunden werden kann. Andere interkantonale Vereinbarungen wie beispielsweise die interkantonale Vereinbarung für Schulen mit spezifisch strukturierten Angeboten für Hochbegabte vom 20. Februar 2003<sup>1</sup> sehen die formalisierte Einsetzung eines Schiedsgerichts bei Streitigkeiten unter den Vertragspartnern vor. Die im Rahmen der vorliegenden Vereinbarung vorgeschlagene Regelung lehnt sich an die erwähnte interkantonale Vereinbarung an.

<sup>1</sup> BSG-Nummer derzeit noch nicht bekannt

Als Schiedsgerichtsinstanz bezeichnet die Vereinbarung den Vorstand der KKJPD (Abs. 2), der endgültig entscheidet (Abs. 4.). Die Bestimmungen des Konkordats über die Schiedsgerichtsbarkeit vom 27. März 1969 (BSG 279.2) werden hierbei als anwendbar erklärt (Abs. 3).

Für besondere Fälle kann der Vorstand der KKJPD ein unabhängiges Schiedsgericht einsetzen.

#### **Art. 21** *Übergangsbestimmungen*

Mit der Betriebsaufnahme von ViCLAS im Jahr 2003 hatte der Lenkungsausschuss beschlossen, rückwirkende Fälle zu prüfen (Sexualdelikte 10 Jahre (bis 1993) und Tötungsdelikte 25 Jahre (bis 1978)) und davon die erfassungswürdigen Fälle in ViCLAS aufzunehmen. Wie bereits in den Erläuterungen zu Art. 13 aufgezeigt, bildet die in den Sexualwissenschaften erarbeitete Erkenntnis, dass die sexuellen Präferenzstrukturen eines Menschen sich in der Jugend konstituieren und das ganze Leben über bestehen bleiben, den Kernpunkt für das Bedürfnis einer rückwirkenden Erfassung. Eine sexuelle Präferenz oder Orientierung ist nicht veränderbar im Sinne einer Therapie oder Heilung, sie ist Ausdruck einer fixierten Struktur. Die Ursachen für deviante Präferenzen sind nicht bekannt.

Die sexuelle Aktivitätsperiode eines Menschen orientiert sich nicht an gesetzgeberischen Fristen. Sexualdelinquenten können bereits im Kindesalter, bspw. mit acht Jahren, in Erscheinung treten. Entsprechend kann und darf nicht davon ausgegangen werden, dass nach einer längeren Frist ohne bekannte Vorfälle die Rückfallmöglichkeit nicht mehr gegeben ist. Bei einer durchschnittlichen Lebenserwartung von 77 Jahren deckt die Fristenlösung von ViCLAS in der vorliegenden Variante nur einen begrenzten Teil einer potentiellen Aktivitätszeit ab.

Bei Neigungstaten ist die Rückfallwahrscheinlichkeit höher als bei Ersatz-/oder Gelegenheitstaten. Verschiedene Fälle haben gezeigt, dass Rückfälle bzw. Taten von Tätern auch erst nach Jahrzehnten möglich sind. Zum Teil ergeben sich paradoxe Umstände wie beim Fall A. (Tötungsdelikt), dessen deliktische Vorgeschichte – Erpressung und angedrohte Kindesentführung – in den Archiven der Medien verfügbar war, polizeilicherseits jedoch unter erheblichen Mühen rekonstruiert werden musste. Immer wieder ereignen sich Fälle, wo nach den Ermittlungen bekannt wird, dass eine Tat oder allfällige Folgetaten bei korrektem Informationsstand entweder hätten verhindert, oder aber rascher hätten aufgeklärt werden können. Nicht zuletzt die Fälle B. (Tötungsdelikt) und G. (Verstösse im Hafturlaub) haben aufgezeigt, wie wichtig die rückwirkende Erfassung der Vortaten dieser Täter mit ViCLAS war. Aktuelle Fälle wie bspw. K. (Tötungsdelikt) zeigen immer wieder auf, dass die Verhaltensprobleme dieser Menschen über sehr lange Zeiten bestehen bleiben können.

Es entspricht damit – insbesondere auch unter dem Aspekt des Opferschutzes – einem zentralen Bedürfnis, dass wichtige Fälle rückwirkend in ViCLAS aufgenommen werden können, da nur so gewährleistet ist, dass bei einem entsprechenden Rückfall eines Serientäters rechtzeitig ein Ermittlungsansatz erkannt werden kann. In Anbetracht der Deliktsbereiche und der erläuterten Problematik der nicht therapierbaren Ausrichtung ist eine rückwirkende Aufarbeitung wichtiger Delikte zweck- und verhältnismässig. Unbestrittenermassen sind nebst

dem Recht der Täter auf Schutz ihrer Daten auch die höherwertigen Grundrechte potentieller Opfer auf Schutz von Leib und Leben zu wahren.

Die festgelegten Fristen und die rückwirkende Erfassung sind für die hoch selektive Risikogruppe und bei dem sehr schwierigen und problematischen Ermittlungsumfeld eine verhältnismässige und minimalinvasive Form der Ermittlungsunterstützung. Die Verhältnismässigkeit der Massnahme ist insbesondere mit Blick auf die Verhältniszahl der effektiven Täter und der potentiellen Opfer gegeben.

Die Möglichkeit, Daten für Vorkommnisse nach Art. 3, welche sich vor Inkrafttreten der vorliegenden Vereinbarung ereignet haben, neu zu erfassen, wird deshalb im Rahmen der seinerzeit festgelegten zeitlichen Grenzen beibehalten. Sie bleibt demnach für Sexualdelikte bis 1993 und für Tötungsdelikte bis 1978 möglich (Art. 21 Abs. 2). Aufgenommen werden hierbei ausschliesslich Daten, welche zum Zeitpunkt der Erfassung noch in elektronischer Form oder auf Papier gespeichert sind.

Die rückwirkende Inkraftsetzung der Vereinbarung erscheint auch deshalb als rechtsstaatlich unbedenklich, als es sich um *bereits bestehende* Daten handelt, welche einfach anders aufbereitet werden. Es werden somit nicht rückwirkend *neue* Daten erfasst, sondern ausschliesslich vorhandene Daten rückwirkend ausgewertet.

Die Notwendigkeit der rückwirkenden Erfassung ergibt sich letztlich daraus, dass das Analysesystem mit einer Rückstellung auf Null nicht mehr operabel wäre und der Datenbestand neu aufgebaut werden müsste<sup>1</sup>.

Daten, welche nach dem massgeblichen kantonalen Recht bereits gelöscht sein müssten, dürfen in ViCLAS nicht erfasst werden (Art. 21 Abs. 3).

Daten, die vor Inkrafttreten dieser Vereinbarung bereits in ViCLAS erfasst wurden, sind zu löschen, sofern diese gemäss den in dieser Vereinbarung aufgestellten Grundsätzen nicht neu erfasst werden dürften (Art. 21 Abs. 4).

Daten von Vorkommnissen nach Art. 3, welche sich vor Inkrafttreten dieser Vereinbarung ereignet haben, dürfen nur dann neu erfasst werden, sofern diese den in dieser Vereinbarung aufgestellten Grundsätzen nicht widersprechen (Art. 21 Abs. 5).

### 3. AUSWIRKUNGEN

#### 3.1 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Was die finanziellen und personellen Auswirkungen anbelangt, verweisen wir auf den vom Kommandanten der Berner Polizei erstellten Finanzplan ViCLAS (Text in der Beilage). Für den Kanton Freiburg beläuft sich die Beteiligung an den Lizenzkosten auf 1294 Franken, während die Beteiligung an den Kosten für das externe Personal 29 963 Franken beträgt.

Es ist darauf hinzuweisen, dass der Kanton Freiburg für die Westschweizer Kantone und für das Tessin die Aufgaben einer Aussenstelle (vgl. Art. 5 Abs. 2 der Vereinbarung) wahrnehmen wird. Ein Beamter der Kriminalpolizei ist bereits heute mit dieser Aufgabe betraut, eine weitere Stelle wird hierfür noch geschaffen werden müssen. Diese beiden Stellen werden von den Westschweizer Kantonen und vom Tessin, gemäss dem im oben erwähnten Finanzplan festgelegten Verteilschlüssel finanziert.

#### 3.2 Andere Auswirkungen

Dieser Entwurf ändert nicht die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden. Er steht in Einklang mit dem Bundesrecht und mit dem europäischen Recht.

\_\_\_\_\_

Beilage: erwähnt

\_\_\_\_\_

<sup>1</sup> Vgl. auch die Ausführungen in den Erläuterungen zu Art. 2 der Vereinbarung

**Polizeikommando**

Fachbereich Kriminal-  
analyse

Polizei- und  
Militärdirektion  
des Kantons Bern

**Finanzierungsplan ViCLAS**

Version Glarus korrigiert

KAS/prga

Eckwerte:

ViCLAS-Planstellen: 15 Personen zu 100%, davon 5 in der Zentralstelle  
 Infrastruktur: 1 PC-Arbeitsplatz pro MA (Sachkosten); Serverinfrastruktur c/o Zentralstelle  
 Lizenzkosten: ab ViCLAS Version 4.0 ist die Erhebung von Lizenzgebühren vorgesehen. Letzter Informationsstand 2004: 15'000.- kanadische Dollar für 1-6 Primärnutzer, 25'000.- kanadische Dollar für 7-10 Primärnutzer, zusätzliche Primärnutzer 2500.- kanadische Dollar pro Person, Maximalbetrag 50'000.- kanadische Dollar, Vorbehalt der jährlichen Erhöhung um maximal 10%.  
 Annahme: Beteiligung aller Kantone inkl. Fürstentum Liechtenstein (entspricht dem Stand heute)



Daraus ergibt sich folgende Budgetübersicht:

Kostenstelle	Betrag	Bemerkungen
Personalkosten	1'912'500.-	15 Planstellen zum Ansatz von 127'500.- CHF (Mitarbeiterkosten Vortrag Police Bern, davon 27'500.- Sachkosten)
Infrastrukturkosten	35'000.-	Betrieb und Unterhalt der Serverinfrastruktur (Anteil Personalkosten MA Informatik, Lizenzgebühren für Betrieb Server), Rückstellung für Erneuerungen
Lizenzgebühren	37'500.-	Maximaler Betrag bei 15 Planstellen gemäss letztem Informationsstand, definitiver Betrag abhängig von Verhandlungen
<i>Total</i>	<i>1'985'000.-</i>	Schätzung aufgrund der bekannten Eckwerte

Umgesetzt auf die in der Vereinbarung vorgeschlagene Finanzierungsregelung ergibt sich folgende Aufteilung auf die Zentralstelle Bern und die Aussenstellen:

Kostenstelle	Zentralstelle	Aussenstellen / Polizeikonkordate (25 Kantone + FL)
Personalkosten	637'500.-	<ul style="list-style-type: none"> <li>1'275'000.- total</li> <li>255'000.- <b>pro Konkordat</b></li> </ul>
Infrastrukturkosten	35'000.-	0
Lizenzgebühren	gerundet 0.0049 <b>pro Einwohner/-in der Schweiz</b>	

Aufgeschlüsselt auf die Kantone und Konkordate ergibt sich folgende proportionale Verteilung:

	Bevölkerungsstand 2007 <sup>1</sup>	Lizenzkosten	Personalkosten	Total
<b>Zentralschweiz</b>				
Luzern	363'500	1'787	128'223	130'004
Uri	35'000	172	12'346	12'518
Schwyz	141'000	693	49'737	50'428
Obwalden	34'000	167	11'993	12'160
Nidwalden	40'300	198	14'216	14'413
Zug	109'100	536	38'485	39'019
<b>NWPK</b>				
Solothurn	250'200	1230	49608	50'838
Basel-Stadt	185'200	910	36720	37'630
Basel-Landschaft	269'100	1323	53355	54'678
Aargau	581'600	2859	115316	118'175
<b>Ostschweiz</b>				
Schaffhausen	74'500	366	17'126	17'491
Appenzell A. Rh.	52'700	259	12'114	12'373
Appenzell I. Rh.	15'500	76	3'563	3'639
St. Gallen	465'900	2'290	107'099	109'382
Graubünden	188'800	928	43'400	44'325
Thurgau	238'300	1'171	54'779	55'947
Glarus	38'200	188	8'781	8'968
Fürstentum Liechtenstein	35400	174	8'138	8'311
<b>Westschweiz</b>				
Freiburg	263'200	1294	29963	31'257
Tessin	328'600	1615	37408	39'023
Waadt	672'000	3303	76500	79'803
Wallis	298'600	1468	33992	35'460
Neuenburg	169'800	835	19330	20'165
Genf	438'200	2154	49884	52'038

<sup>1</sup> Quelle Bevölkerungszahlen, Stand 2007:

[http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/02/blank/key/raeumliche\\_verteilung/kantone\\_gemeinden.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/02/blank/key/raeumliche_verteilung/kantone_gemeinden.html)

Jura	69'600	342	7923	8'265
Zürich	1'307'600	6428	255000	261'428
Bern	963'000	4734	637500	642'234 <sup>2</sup>
		<b>37'500</b>	<b>1'912'499</b>	<b>1'949'972</b>

<sup>2</sup> zuzüglich Infrastrukturkosten von 35'000.-



## Loi

*du*

**portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal de la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (concordat ViCLAS)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 48 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;

Vu les articles 100 et 114 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 11 septembre 2009 concernant les conventions intercantionales (LConv);

Vu le message du Conseil d'Etat du 27 avril 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

### **Art. 1**

Le canton de Fribourg adhère à l'accord intercantonal du 2 avril 2009 de la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (concordat ViCLAS), dont le texte suit la présente loi.

### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

---

## Gesetz

*vom*

**über den Beitritt des Kantons Freiburg zur interkantonalen Vereinbarung über die computergestützte Zusammenarbeit der Kantone bei der Aufklärung von Gewaltdelikten (ViCLAS-Konkordat)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 48 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;

gestützt auf die Artikel 100 und 114 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 11. September 2009 über die interkantonalen Verträge (VertragsG);

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 27. April 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

### **Art. 1**

Der Kanton Freiburg tritt der interkantonalen Vereinbarung vom 2. April 2009 über die computergestützte Zusammenarbeit der Kantone bei der Aufklärung von Gewaltdelikten (ViCLAS-Konkordat) bei. Der Wortlaut der Vereinbarung wird im Anhang wiedergegeben.

### **Art. 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

<sup>2</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

---

## Accord (respectivement concordat) intercantonal

du 2 avril 2009

### de la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (concordat ViCLAS)

---

*La Conférence des chefs de départements cantonaux de justice et police (CCDJP) approuve dans l'exécution de l'article 56 ainsi que de l'article 57 de la Constitution fédérale l'accord intercantonal ci-après (respectivement le texte de concordat ci-après):*

#### 1. Dispositions générales

##### Art. 1 Objet et but

<sup>1</sup> L'accord intercantonal (respectivement le concordat; ci-après: accord) a pour objet la lutte efficace contre la criminalité (en série) violente et à motif sexuel, en particulier par:

- a) la création de la base légale pour l'utilisation supracantonale de l'instrument d'analyse ViCLAS en vue de l'empêchement et de l'élucidation de délits contre l'intégrité physique et sexuelle et
- b) la possibilité du rassemblement et de l'évaluation supracantonales de résultats d'enquête et de procédures pénales cantonales.

<sup>2</sup> L'accord règle les conditions auxquelles ViCLAS peut être utilisé dans les cantons qui ont adhéré à l'accord ainsi que dans la Principauté du Liechtenstein.

##### Art. 2 Définition

ViCLAS (*Violent Crime Linkage Analysis System*) est un système d'analyse fondé sur des résultats d'enquête existants pour des délits de violence et d'ordre sexuel qui permet de former de nouvelles bases d'investigation (relation délit-auteur, respectivement délit-délicté). Il sert à faire en sorte que les informations spécifiques au délit puissent être évaluées indépendamment de la langue.

## Interkantonale Vereinbarung (bzw. Konkordat)

vom 2. April 2009

### über die computergestützte Zusammenarbeit der Kantone bei der Aufklärung von Gewaltdelikten (ViCLAS-Konkordat)

---

*Die Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) verabschiedet in Ausführung von Artikel 56 sowie Artikel 57 der Bundesverfassung folgende interkantonale Vereinbarung (bzw. folgenden Konkordatstext):*

#### 1. Allgemeine Bestimmungen

##### Art. 1 Gegenstand und Zweck

<sup>1</sup> Die interkantonale Vereinbarung (bzw. das Konkordat; nachstehend: Vereinbarung) bezweckt die effiziente Bekämpfung der (seriellen) Gewalt- und Sexualkriminalität durch interkantonale Zusammenarbeit, indem insbesondere:

- a) die rechtliche Grundlage für den kantonsübergreifenden Einsatz des Analyseinstruments ViCLAS zur Verhinderung und Aufklärung von Delikten gegen die physische und sexuelle Integrität geschaffen und
- b) die überkantonale Zusammenführung und Auswertung kantonaler Ermittlungsergebnisse und Strafverfahren ermöglicht wird.

<sup>2</sup> Diese Vereinbarung regelt, unter welchen Voraussetzungen ViCLAS von den der Vereinbarung angeschlossenen Kantonen sowie dem Fürstentum Liechtenstein eingesetzt wird.

##### Art. 2 Begriff

ViCLAS (*Violent Crime Linkage Analysis System*) ist ein auf bestehenden Ermittlungsergebnissen basierendes Analysesystem für Gewalt- und Sexualdelikte, das die Grundlage für neue Ermittlungsansätze (Tat-Täter-Zusammenhänge beziehungsweise Tat-Tat-Zusammenhänge) bildet. Es dient dazu, deliktsspezifische Informationen sprachunabhängig auswertbar zu machen.

### **Art. 3** Champ d'application

<sup>1</sup> ViCLAS est utilisé en cas de procédure contre des auteurs connus ou inconnus avec des enquêtes locales, régionales, nationales ou internationales.

<sup>2</sup> Sont saisis dans ViCLAS des genres de comportement et/ou des circonstances qui indiquent ou qui sont en rapport avec des délits contre l'intégrité physique, respectivement sexuelle ou dont le caractère est d'ordre sexuel et qui sont appropriés pour l'analyse et la recherche dans ViCLAS. Cela concerne en particulier les:

- a) homicides (y compris les tentatives),
- b) délits contre l'autodétermination sexuelle (y compris les tentatives et les délits poursuivis sur plainte),
- c) personnes disparues lorsque les circonstances indiquent un délit,
- d) prises de contact suspectes avec des enfants et des adolescents lorsque, sur la base des circonstances générales, il pourrait s'agir d'un motif de violence ou d'ordre sexuel,
- e) enlèvements (sans les enlèvements d'enfants par les parents ou l'enlèvement de mineurs),
- f) maltraitements d'animaux au sens de l'article 26 al. 1 let. a et b de la loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux (LPA; RS 455), s'il faut partir d'un motif de violence ou d'ordre sexuel sur la base des circonstances générales.

## **2. Organisation, compétences**

### **Art. 4** Principe

<sup>1</sup> Par l'exploitation de ViCLAS, seules des données existantes d'investigations de procédures policières communales, respectivement cantonales sont traitées et évaluées de manière supracantonale.

<sup>2</sup> Sont saisis dans ViCLAS de manière standard toutes les informations importantes pour l'enquête disponibles dans les domaines ci-après:

- a) indications quant aux auteurs et à leur vie privée ou professionnelle,
- b) indications quant aux victimes et à leur vie privée ou professionnelle,
- c) indications quant à la relation auteur-victime,
- d) indications quant au délit et à la manière de procéder des auteurs,
- e) indications quant aux lésions corporelles et aux causes de décès,

### **Art. 3** Anwendungsbereich

<sup>1</sup> ViCLAS kommt zur Anwendung in Verfahren gegen eine bekannte oder unbekannt Täterchaft mit lokalen, regionalen, nationalen oder internationalen Ermittlungen.

<sup>2</sup> Mit ViCLAS werden Verhaltensweisen und/oder Umstände erfasst, die in Zusammenhang mit Delikten gegen die physische bzw. sexuelle Integrität stehen bzw. darauf hindeuten oder sexuell motiviert sind und sich für eine Analyse und Recherche in ViCLAS eignen. Dies beinhaltet insbesondere:

- a) Tötungsdelikte (inkl. Versuche),
- b) Straftaten gegen die sexuelle Selbstbestimmung (inkl. Versuche und Antragsdelikte),
- c) Vermisstenfälle, wenn die Gesamtumstände auf ein Verbrechen hindeuten,
- d) verdächtiges Ansprechen von Kindern und Jugendlichen, wenn auf Grund der Gesamtumstände von einem Gewalt- oder Sexualmotiv auszugehen ist,
- e) Entführungen (ohne elterliche Kindesentführung und ohne Entziehen von Unmündigen durch Inhaber der elterlichen Gewalt),
- f) Tierquälerei im Sinn von Artikel 26 Abs. 1 Bst. a und b des Tierschutzgesetzes vom 16. Dezember 2005 (TSchG; SR 455), wenn auf Grund der Gesamtumstände von einem Gewalt- oder Sexualmotiv auszugehen ist.

## **2. Organisation, Zuständigkeiten**

### **Art. 4** Grundsatz

<sup>1</sup> Mit dem Betrieb von ViCLAS werden ausschliesslich bestehende Ermittlungsdaten aus kommunalen beziehungsweise kantonalen polizeilichen Untersuchungen kantonsübergreifend verarbeitet und analysiert.

<sup>2</sup> In ViCLAS werden standardmässig alle verfügbaren ermittlungsrelevanten Informationen zu den nachfolgenden Bereichen aufgenommen:

- a) Angaben über die Täterchaft und ihre Lebenssituation,
- b) Angaben über die Opfer und deren Lebenssituation,
- c) Angaben über Täter-Opfer-Beziehung,
- d) Angaben zur Tat und zur Vorgehensweise der Täterchaft,
- e) Angaben zu Verletzungen und Todesursachen,

- f) indications quant aux lieux du délit,
- g) indications quant aux genres d'armes et d'outils utilisés,
- h) indications quant aux véhicules qui sont en relation avec le délit et/ou l'auteur.

<sup>3</sup> L'alinéa 2 s'applique également à des données ressortant d'enquêtes policières qui ne sont pas jugées ou qui n'ont pas encore été jugées.

#### **Art. 5** Organisation

<sup>1</sup> L'exploitation du système d'analyse ViCLAS est assurée par la Police cantonale bernoise en tant que centrale et en tant que concessionnaire responsable de la *Royal Canadian Mounted Police* (RCMP).

<sup>2</sup> La centrale est assistée par cinq services extérieurs régionaux occupés par un représentant d'un canton de chaque concordat de police (actuellement les cantons de Fribourg, Soleure, Lucerne et Saint-Gall) ainsi que de la Police cantonale ou municipale de Zurich. Les services extérieurs sont responsables du traitement et de l'analyse des cas des cantons qui leur sont attribués.

<sup>3</sup> Chaque canton désigne deux coordinateurs qui sont responsables de l'échange d'informations avec les services extérieurs, respectivement la centrale.

<sup>4</sup> La conduite stratégique de ViCLAS est assurée par le comité directeur ViCLAS. En font partie le chef de la police judiciaire de la centrale (président) ainsi que les chefs des polices judiciaires des cinq services extérieurs. Le comité directeur doit rendre des comptes à la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse. Cette dernière exerce la surveillance de l'application de l'accord.

### **3. Exploitation et protection des données**

#### **Art. 6** Echange d'informations

<sup>1</sup> Les cantons partenaires sont autorisés à échanger entre eux les données désignées dans les articles 3 et 4 selon les principes de l'article 8, de les enregistrer dans un système central et de les évaluer électroniquement.

<sup>2</sup> Les partenaires concordataires doivent transmettre toutes les données relevant de ViCLAS selon l'article 5 au service extérieur compétent.

- f) Angaben über die Tatorte,
- g) Art der verwendeten Waffen und Gegenstände,
- h) Angaben zu Fahrzeugen, die in einem Zusammenhang mit der Tat und/oder der Täterschaft stehen.

<sup>3</sup> Absatz 2 ist ebenso anwendbar auf polizeilich ermittelte, jedoch nicht oder noch nicht gerichtlich beurteilte Daten.

#### **Art. 5** Organisation

<sup>1</sup> Der Betrieb des Analysesystems ViCLAS wird durch die Kantonspolizei Bern als Zentralstelle und als verantwortliche Lizenznehmerin der Royal Canadian Mounted Police (RCMP) gewährleistet.

<sup>2</sup> Die Zentralstelle ViCLAS wird im Betrieb durch fünf regionale Aussenstellen unterstützt. Diese Aussenstellen werden durch je einen Vertreterkanton der bestehenden vier Polizeikonkordate sowie die Kantons- oder Stadtpolizei Zürich besetzt. Die Aussenstellen sind für die Bearbeitung und Analyse der Fälle der Kantone ihres Konkordates zuständig.

<sup>3</sup> Jeder Kanton bezeichnet zwei Koordinatoren, die für den Informationsaustausch mit den Aussenstellen beziehungsweise der Zentralstelle zuständig sind.

<sup>4</sup> Die strategische Leitung von ViCLAS wird durch den Lenkungsausschuss ViCLAS wahrgenommen. Diesem gehören der Chef bzw. Chefin Kriminalabteilung der Zentralstelle (Vorsitz) und die Chefs bzw. Chefinnen der Kriminalpolizeien der fünf Aussenstellen an. Der Lenkungsausschuss ist der Konferenz der kantonalen Polizeikommandanten (KKPKS) rechenschaftspflichtig. Diese übt die Aufsicht über die Einhaltung der Vereinbarung aus.

### **3. Betrieb und Datenschutz**

#### **Art. 6** Informationsaustausch

<sup>1</sup> Die beteiligten Kantone sind ermächtigt, die unter Artikel 3 und 4 bezeichneten Daten gemäss den Grundsätzen von Artikel 8 gegenseitig auszutauschen, in einem zentralen System zu speichern sowie elektronisch auszuwerten.

<sup>2</sup> Die Vereinbarungspartner haben sämtliche ViCLAS-relevanten Daten der gemäss Artikel 5 zuständigen Aussenstelle mitzuteilen.

#### **Art. 7** Autorisation d'exploitation

Le système de traitement des données est exploité par la Police cantonale bernoise pour l'ensemble de la Suisse. L'exploitation du système d'analyse ViCLAS est réglée par l'autorisation d'exploitation du Conseil-exécutif du canton de Berne selon l'article 52 al. 5 de la loi du 8 juin 1997 sur la police cantonale (LPol; RSB 551.5).

#### **Art. 8** Enregistrement et gestion des données

<sup>1</sup> L'enregistrement physique des données ViCLAS est effectué exclusivement par la centrale.

<sup>2</sup> S'agissant de la gestion des données dans ViCLAS, les principes ci-après sont applicables:

- a) Les services extérieurs peuvent muter leurs propres données et ont le droit de consulter les données des autres services extérieurs ainsi que celles de la centrale.
- b) Le droit de muter l'ensemble des données, c'est-à-dire également les données des services extérieurs, revient uniquement à la centrale.
- c) Les suppressions sont effectuées uniquement par la centrale.

#### **Art. 9** Responsabilité

La responsabilité du respect de la protection des données et la garantie de la sécurité des données incombe au commandant de la police cantonale bernoise. En outre, les collaborateurs ViCLAS de la centrale et des services extérieurs sont également responsables personnellement du respect des demandes et des prescriptions de la protection des données.

#### **Art. 10** Droit de consultation du dossier

<sup>1</sup> Lorsqu'une personne demande à consulter, selon la législation cantonale applicable, les données traitées par la police à son sujet, l'autorité de police cantonale compétente est astreinte à transmettre la demande en tant que demande partielle au service extérieur compétent si:

- a) une indication quant à une mention dans ViCLAS ressort des données traitées ou
- b) la personne qui dépose la demande l'exige.

<sup>2</sup> Il est admissible de transmettre des demandes de renseignements et de consultation directement à un service extérieur ou à la centrale.

<sup>3</sup> Le service extérieur transmet toujours la demande à la centrale.

#### **Art. 7** Betriebsbewilligung

Das Datenbearbeitungssystem wird von der Kantonspolizei Bern für die ganze Schweiz betrieben. Der Betrieb des Analysesystems ViCLAS wird mit der Betriebsbewilligung des Regierungsrates des Kantons Bern gemäss Artikel 52 Abs. 5 des Polizeigesetzes des Kantons Bern vom 8. Juni 1997 (PolG; BSG 551.5) geregelt.

#### **Art. 8** Speicherung und Datenpflege

<sup>1</sup> Die physische Speicherung der ViCLAS-Daten erfolgt ausschliesslich bei der Zentralstelle.

<sup>2</sup> Bezüglich der Datenpflege in ViCLAS gelten die folgenden Grundsätze:

- a) Die Aussenstellen können ihre eigenen Daten mutieren und haben ein Leserecht für die Daten der anderen Aussenstellen sowie der Zentralstelle.
- b) Das Recht, den ganzen Datensatz, d.h. auch die Daten der fünf ViCLAS-Aussenstellen zu mutieren, kommt ausschliesslich der Zentralstelle zu.
- c) Die Löschung erfolgt durch die Zentralstelle.

#### **Art. 9** Verantwortlichkeit

Die Verantwortung für die Einhaltung des Datenschutzes und die Gewährleistung der Datensicherheit liegt beim Polizeikommandanten beziehungsweise bei der Polizeikommandantin des Kantons Bern. Die ViCLAS-Mitarbeiterinnen und -Mitarbeiter der Zentralstelle sowie der Aussenstellen sind daneben auch persönlich für die Einhaltung der Anliegen und Vorgaben des Datenschutzes verantwortlich.

#### **Art. 10** Akteneinsichtsrecht

<sup>1</sup> Verlangt eine Person nach Massgabe des anwendbaren kantonalen Datenschutzrechts Auskunft oder Einsicht in die von der Polizei über sie bearbeiteten Daten, ist die zuständige kantonale Polizeibehörde zur Weiterleitung des Gesuchs als Teilgesuch an die zuständige Aussenstelle verpflichtet, wenn:

- a) sich aus den bearbeiteten Daten Anhaltspunkte für einen ViCLAS-Eintrag ergeben oder
- b) der Gesuchsteller oder die Gesuchstellerin dies verlangt.

<sup>2</sup> Es ist zulässig, Gesuche um Auskunft und Einsicht unmittelbar an die Aussenstelle oder die Zentralstelle zu richten.

<sup>3</sup> Die Aussenstelle hat das Gesuch stets an die Zentralstelle weiterzuleiten.

<sup>4</sup> La centrale traite la demande et renseigne le demandeur ou lui donne le droit de consultation. La centrale doit tenir compte des éventuelles restrictions au droit de consultation qui existent de la part des autorités de police cantonales compétentes.

#### **Art. 11** Rectification de données

<sup>1</sup> Chaque personne a droit à la rectification ou la suppression des données qui la concernent et qui ont saisies de manière erronée ou superflue dans ViCLAS.

<sup>2</sup> La centrale est responsable de la rectification des données.

#### **Art. 12** Procédure et protection juridique

<sup>1</sup> Les demandes de renseignements et de rectification relatives à ViCLAS ainsi que toutes les autres prétentions relatives à la protection des données en relation avec le présent accord se fondent, à la condition que le présent accord ne prévoie pas de règle dérogeante, en principe sur les dispositions de la loi cantonale bernoise du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD; RSB 152.04).

<sup>2</sup> L'autorité de surveillance des données du canton de Berne est compétente en tant qu'autorité de surveillance des données.

#### **Art. 13** Suppression des données

<sup>1</sup> Les ensembles de données saisis dans ViCLAS sont supprimés selon les délais de révocation ci-après:

- a) Les ensembles de données sont en principe enregistrés durant quarante ans dès la saisie. Les données sont supprimées à l'expiration du délai ou à la suite du décès des personnes impliquées dans le délit.
- b) En cas de risques élevés de récidive et d'entente avec l'autorité de police concernée sur mandat de la centrale, l'autorité judiciaire compétente du canton concernée peut prolonger ce délai de cinq ans à chaque fois.
- c) En cas de récidive, le délai court à partir du dernier délit saisi dans le système d'analyse.
- d) Le délai est suspendu durant l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure stationnaire.
- e) Les ensembles de données concernant un auteur (potentiel) enregistrés doivent être supprimés d'office:

<sup>4</sup> Die Zentralstelle behandelt das Gesuch und gibt dem Gesuchsteller oder der Gesuchstellerin Auskunft oder Einsicht. Bestehen für das Auskunfts- und Einsichtsrecht vor der zuständigen kantonalen Polizeibehörde Einschränkungen, hat die Zentralstelle diese zu beachten.

#### **Art. 11** Berichtigung von Daten

<sup>1</sup> Jede Person hat Anspruch darauf, dass Personendaten, die über sie in ViCLAS unrichtig erfasst worden sind oder nicht notwendig sind, berichtigt oder vernichtet werden.

<sup>2</sup> Zur Vornahme der Berichtigung zuständig ist die Zentralstelle.

#### **Art. 12** Verfahren und Rechtsschutz

<sup>1</sup> Die im Zusammenhang mit ViCLAS stehenden Auskunfts- und Berichtigungsgesuche sowie alle anderen im Zusammenhang mit der vorliegenden Vereinbarung stehenden datenschutzrechtlichen Ansprüche richten sich – soweit diese Vereinbarung keine abweichenden Regelungen enthält – nach dem Datenschutzgesetz des Kantons Bern vom 19. Februar 1986 (KDSG; BSG 152.04).

<sup>2</sup> Zuständige Datenaufsichtsstelle ist die Datenaufsichtsstelle des Kantons Bern.

#### **Art. 13** Löschung von Daten

<sup>1</sup> Die in ViCLAS erfassten Datensätze werden gemäss den nachfolgenden Fristen gelöscht:

- a) Die Datensätze werden im Analysesystem grundsätzlich 40 Jahre ab Eingabe gespeichert. Die Daten werden nach dieser Frist oder nach Ableben der Tatbeteiligten gelöscht.
- b) Die Frist kann in Fällen erheblicher Wiederholungsgefahr und in Absprache mit der betroffenen Polizei auf Antrag der Zentralstelle durch die zuständige richterliche Behörde des betreffenden Kantons um jeweils fünf Jahre verlängert werden.
- c) Bei Wiederholungstätern ist für den Beginn des Fristenlaufs das letzte im Analysesystem erfasste Delikt massgebend.
- d) Der Fristenlauf steht still während dem Vollzug einer Freiheitsstrafe oder einer stationären Massnahme.
- e) Die gespeicherten Datensätze über die (mutmassliche) Täterschaft sind von Amtes wegen zu löschen:

- sous réserve de la lettre f à la suite d'un acquittement en ce qui concerne les données relatives à l'acquittement, ou
  - dès que tous les soupçons à l'encontre d'un impliqué (suspect) sont dissipés.
- f) Si l'acquittement ou la suspension de la procédure a été prononcé en raison d'irresponsabilité de l'auteur, il sera procédé selon les principes des lettres a à d en ce qui concerne la suppression des données.

<sup>2</sup> S'agissant de données de victimes et en cas d'enregistrements selon l'article 3 al. 2 let. d, la centrale procède, sur demande et indépendamment des délais fixés, à un contrôle de l'utilité de ces données. Toutes les données qui ne sont pas nécessaires sont supprimées dans le système d'analyse. Les données de victimes peuvent être rendues anonymes sur demande.

<sup>3</sup> Le droit cantonal désigne les autorités qui sont compétentes pour la communication des données à supprimer en ce qui concerne la suspension du délai durant l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure.

#### 4. Financement

##### Art. 14 Fixation des frais

<sup>1</sup> La Police cantonale bernoise supporte tous les frais de personnel et d'infrastructure résultant de l'exploitation de la centrale.

<sup>2</sup> Les frais d'exploitation et d'investissement des services extérieurs sont supportés par les cantons reliés au service extérieur ou par le concordat de police de l'emplacement du service extérieur correspondant.

<sup>3</sup> Les frais de licences supplémentaires ainsi que des dépenses décidées par le comité directeur pour les renouvellements dus au système sont répartis sur les partenaires contractuels proportionnellement au nombre d'habitants.

#### 5. Dispositions finales

##### Art. 15 Adhésion et démission

<sup>1</sup> Chaque canton intéressé peut adhérer en tout temps à l'accord. L'adhésion entre en vigueur immédiatement.

- unter Vorbehalt von Buchstabe f nach einem Freispruch bezüglich der Daten, welche diesen Freispruch betreffen, oder
- sobald gegen einen (mutmasslich) Tatbeteiligten ein Verdacht definitiv ausgeräumt ist.

f) Erfolgte ein Freispruch oder die Verfahrenseinstellung wegen Schuldunfähigkeit des Täters, so wird bezüglich der Datenlöschung gemäss den Grundsätzen von Buchstaben a–d vorgegangen.

<sup>2</sup> Für Daten von Opfern und bei Registrierungen nach Artikel 3 Abs. 2 Bst. d überprüft die Zentralstelle auf Gesuch hin unabhängig von den festgelegten Fristen, ob die vorhandenen Daten noch benötigt werden. Alle nicht mehr benötigten Daten werden im Analysesystem gelöscht. Daten von Opfern können auf Gesuch anonymisiert werden.

<sup>3</sup> Die Behörden, die für die Meldung der löschungspflichtigen Daten beziehungsweise des Friststillstands während des Vollzugs einer Freiheitsstrafe oder einer Massnahme zuständig sind, werden durch das kantonale Recht bestimmt.

#### 4. Finanzierung

##### Art. 14 Kostenregelung

<sup>1</sup> Die Kantonspolizei Bern trägt sämtliche aus dem Betrieb der Zentralstelle resultierenden Personal- und Infrastrukturkosten.

<sup>2</sup> Die Betriebs- und Investitionskosten der Aussenstellen werden durch die an der jeweiligen Aussenstelle angeschlossenen Kantone oder durch das Polizeikonkordat des entsprechenden Aussenstellenstandorts getragen.

<sup>3</sup> Anfallende Lizenzkosten sowie vom Lenkungsausschuss beschlossene Ausgaben für systembedingte Erneuerungen und Anschaffungen werden auf die Vereinbarungspartner proportional zur Einwohnerzahl aufgeteilt.

#### 5. Schlussbestimmungen

##### Art. 15 Beitritt und Kündigung

<sup>1</sup> Jeder Kanton kann der Vereinbarung jederzeit beitreten. Der Beitritt wird sofort wirksam.

<sup>2</sup> Chaque partenaire peut résilier sa participation pour la fin d'une année civile, moyennant un préavis de six mois. La démission n'a pas d'influence sur les données saisies jusque là.

<sup>3</sup> La demande d'adhésion ainsi que la démission doit être adressée à la CCDPJ.

#### **Art. 16** Exécution

<sup>1</sup> Les cantons édictent les directives nécessaires à l'exécution de l'accord.

<sup>2</sup> Les concordats de police désignent le service extérieur compétent pour eux selon l'article 5 al. 2.

#### **Art. 17** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> L'accord entre en vigueur dès que le canton de Berne ainsi que deux autres cantons au minimum y ont adhéré.

<sup>2</sup> Les modifications de l'accord nécessitent l'approbation de tous les partenaires.

#### **Art. 18** Notification à la Confédération

Le secrétariat général de la Conférence des chefs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) informe la Chancellerie fédérale au sujet du présent accord. La procédure est fixée par l'article 27o OLOGA (RS 172.010.1).

#### **Art. 19** Principauté du Liechtenstein

La Principauté du Liechtenstein peut adhérer à cet accord sur la base de sa propre législation. Elle dispose des mêmes droits et obligations que les autres partenaires.

#### **Art. 20** Juridiction

<sup>1</sup> Une instance arbitraire est mise en place pour régler tous les problèmes litigieux qui pourraient surgir entre les partenaires dans le cadre de l'application et de l'interprétation du présent accord.

<sup>2</sup> Le comité directeur de la CCDJP est l'instance arbitraire.

<sup>3</sup> Les dispositions du concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage (RSB 279.2) sont applicables.

<sup>4</sup> L'instance arbitraire tranche définitivement.

<sup>5</sup> Une instance arbitraire indépendante peut être mise en place pour les cas particuliers.

<sup>2</sup> Jeder Vertragspartner kann seine Mitgliedschaft unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten auf das Ende eines Kalenderjahres kündigen. Ein Austritt hat keinen Einfluss auf den bis dahin eingegebenen Datenbestand.

<sup>3</sup> Das Beitrittsgesuch sowie die Kündigung sind an die KKJPD zu richten.

#### **Art. 16** Vollzug

<sup>1</sup> Die Kantone erlassen die zum Vollzug dieser Vereinbarung erforderlichen Bestimmungen.

<sup>2</sup> Die Polizeikonkordate bestimmen die für sie zuständige Aussenstelle gemäss Artikel 5 Abs. 2.

#### **Art. 17** Inkrafttreten

<sup>1</sup> Die Vereinbarung tritt in Kraft, sobald ihr der Kanton Bern sowie mindestens zwei weitere Kantone beigetreten sind.

<sup>2</sup> Änderungen der Vereinbarung bedürfen der Zustimmung aller Vertragspartner.

#### **Art. 18** Notifikation an den Bund

Das Generalsekretariat der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) informiert die Bundeskanzlei über die vorliegende Vereinbarung. Das Verfahren richtet sich nach Artikel 27o RVOV (SR 172.010.1).

#### **Art. 19** Fürstentum Liechtenstein

Dieser Vereinbarung kann das Fürstentum Liechtenstein auf der Grundlage seiner eigenen Gesetzgebung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten der anderen Vereinbarungspartner zu.

#### **Art. 20** Rechtspflege

<sup>1</sup> Für allfällige, sich aus der Anwendung und Auslegung dieser Vereinbarung ergebende Streitigkeiten zwischen den Vereinbarungskantonen wird ein Schiedsgericht eingesetzt.

<sup>2</sup> Schiedsgerichtsinstanz ist der Vorstand der KKJPD.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen des Konkordats über die Schiedsgerichtsbarkeit vom 27. März 1969 (BSG 279.2) finden Anwendung.

<sup>4</sup> Das Schiedsgericht entscheidet endgültig.

<sup>5</sup> Für besondere Fälle kann es ein unabhängiges Schiedsgericht einsetzen.



## **Art. 21** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Le présent accord s'applique par analogie aux données saisies dans le système d'analyse depuis le début de l'exploitation opérationnelle de ViCLAS en mai 2003. Les données correspondantes restent enregistrées et peuvent être utilisées en tenant compte des principes figurant dans le présent accord.

<sup>2</sup> Une nouvelle saisie de données d'événements selon l'article 3, qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent accord, est possible jusqu'en 1978 pour les homicides et jusqu'en 1993 pour les délits d'ordre sexuel, pour autant que l'importance pour ViCLAS soit donnée et que la qualité des données soit utilisable.

<sup>3</sup> Les données qui devraient déjà être supprimées selon le droit cantonal en vigueur ne doivent pas être saisies dans ViCLAS.

<sup>4</sup> Les données qui ont été saisies dans ViCLAS avant l'entrée en vigueur du présent accord doivent être supprimées si elles ne peuvent être saisies à nouveau selon les principes fixés par le présent accord.

<sup>5</sup> Les données d'événements selon l'article 3, qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent accord, ne peuvent être saisies que si elles ne sont pas contraires aux principes fixés par le présent accord.

## **Art. 21** Übergangsbestimmungen

<sup>1</sup> Auf die seit der operativen Inbetriebnahme von ViCLAS per Mai 2003 im Analysesystem erfassten Daten findet die vorliegende Vereinbarung sinngemässe Anwendung. Die entsprechenden Daten bleiben gespeichert und dürfen unter Einhaltung der in dieser Vereinbarung aufgestellten Grundsätze verwendet werden.

<sup>2</sup> Eine Neuerfassung von Daten für Vorkommnisse nach Artikel 3, die sich vor Inkrafttreten der vorliegenden Vereinbarung ereignet haben, ist für Tötungsdelikte bis 1978 und für Sexualdelikte bis 1993 möglich, sofern eine ViCLAS-Relevanz gegeben ist und die Daten in einer verwertbaren Qualität vorliegen.

<sup>3</sup> Daten, die nach dem massgeblichen kantonalen Recht bereits gelöscht sein müssten, dürfen in ViCLAS nicht erfasst werden.

<sup>4</sup> Vor Inkrafttreten dieser Vereinbarung bereits erfasste Daten sind zu löschen, wenn sie gemäss den in dieser Vereinbarung aufgestellten Grundsätzen nicht neu erfasst werden dürfen.

<sup>5</sup> Daten von Vorkommnissen nach Artikel 3, die sich vor Inkrafttreten dieser Vereinbarung ereignet haben, dürften nur dann neu erfasst werden, sofern diese den in dieser Vereinbarung aufgestellten Grundsätzen nicht widersprechen.